

**SI TU VEUX LA PAIX,
PRÉPARE LA RÉVOLUTION**

**GEN-Z, UN SOUFFLE
RÉVOLUTIONNAIRE
EN SUSPENS**

**SERVICE MILITAIRE :
NI CHAIR À PATRONS,
NI CHAIR À CANONS**

RÉVOLUTIONNAIRES

47 11 DÉCEMBRE 2025 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

**DES RICHES
DE PLUS EN PLUS
RICHES**
**LES TRAVAILLEURS
DE PLUS EN PLUS
NOMBREUX**

**Nous produisons
tout, décidons
de tout !**

ÉDITORIAL

Budget : le jackpot pour les patrons !

Nouvel épisode d'un feuilleton parlementaire interminable : le vote du budget de la sécurité sociale ! Celui-ci a été voté par une courte majorité des députés (13 voix) et avec l'appui de la majorité des élus socialistes qui ont voté pour et ainsi conforté le gouvernement et sa politique d'attaques anti-populaires. Ce sont donc les travailleurs qui vont trinquer, et les patrons qui ont remporté le jackpot !

UN BUDGET ANTISOCIAL

D'après Lecornu, le budget de la sécu n'est « pas parfait » mais c'est « le meilleur budget possible ». Pour les capitalistes, dont les innombrables exonérations de cotisations sont préservées, c'est sûr ! Les sénateurs en ont même rajouté un peu, exonérant les entreprises de plus de 250 salariés de cotisations sur les heures supplémentaires. Les patrons peuvent ainsi nous faire bosser plus en contribuant moins : c'est ça de plus pour les profits !

De l'autre côté, les personnes atteintes d'une affection de longue durée (diabète de type 2, AVC invalidant, sclérose en plaque...) pourraient perdre une partie de l'exonération d'impôts sur leurs indemnités journalières, dont les montants sont généralement

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



POLITIQUE	p. 1 à 5	INTERNATIONAL	p. 6 à 9	DOSSIER	p. 10-11	PREMIÈRES LIGNES	p. 12 à 16	HISTOIRE ET CULTURE	p. 18-19
Éditorial Budget : le jackpot pour les patrons	912 morts de la rue : la propriété tue ! À Grenoble : famille à la rue et solidarité des enseignants Sainte-Solines : les flics au naturel La grande répression en Loire-Atlantique Ils ne feront pas taire notre colère ouvrière et internationaliste Aucune poursuite contre David Pijoan ! Procès des cinq postiers du 92 : réponse militante à une décision scandaleuse	Quand les travailleurs et les peuples auront imposé leur camp face à celui de la bourgeoisie, on pourra imaginer de discuter d'une paix Si tu veux la paix, prépare la révolution ! Allemagne : grève lycéenne contre le service militaire La brutalité sans masque de l'impérialisme américain Réactionnaires à la tête de l'Etat israélien : la mort est leur emblème Un an après la chute de Bachar el-Assad, les islamistes tentent d'imposer leur pouvoir en Syrie	Terribles inondations au Sri Lanka et en Indonésie Visite en Chine : les piteuses gesticulations de Macron Trumperies en tous genres ! Le prix de la paix de la Fifa, ou la médaille en chocolat Rwanda-RDC : ce que vaut la paix de Trump Algérie : Christophe Gleizes face à une machine juridique répressive	GEN Z : UN SOUFFLE RÉVOLUTIONNAIRE EN SUSPENS Népal : une pause dans la révolte ? La Gen Z Madagascar : deux mois après la révolution Maroc : une répression qui montre la peur des classes riches face à la révolte de la jeunesse Pérou : les mobilisations ont fait tomber Boluarte, et après ?	ArcelorMittal ou ailleurs : nationalisation ou pas, seule la lutte coordonnée permettra de garantir les emplois ! Triage de Sibelin : colère contre les suppressions de postes ! Mutilation ne vaut pas de condamnation Taxe sur les petits colis, affaire Shein Services publics rentables : les droits des salariés dans la balance des actionnaires Seuls les travailleurs ont les solutions face aux conflits dans les transports en commun Grenade : Réintégration immédiate de Miguel ! Orangina en lutte contre les licenciements	Nokia : une stratégie au service des intérêts des actionnaires Plus que jamais : « justice pour Doris » ! Ateliers SNCF de Quatre Mares Secteur social : en grève les 16, 17 et 18 décembre ! VIE DU PARTI	Réussite de la manifestation de solidarité avec le peuple palestinien Meeting du NPA-R à Paris le samedi 29 novembre Élections municipales : rejoignez la campagne du NPA-Révolutionnaires	L'armée, la gauche et les révolutionnaires Films · Livres NPA-R JEUNES	p. 20 Service national : de la chair à patrons à la chair à canons, et vice-versa Augmentation des frais d'inscription à l'université pour les étudiants étrangers : mobilisation à Paris 1 Franc succès pour notre dernier week-end de formation (WEF) national !

» SUITE DE L'ÉDITORIAL

très faibles. Quant au budget des hôpitaux, il n'augmenterait que de 3 % alors que l'évolution de la démographie nécessiterait au moins 5 %. Alors que la pénurie de moyens et de personnel met en danger les soignants et les patients, c'est donc une nouvelle cure d'austérité qu'ils annoncent.

GARE AUX ARNAQUES

Le Parti socialiste, fidèle soutien de la bourgeoisie, a troqué son vote contre la prétendue « suspension » de la réforme des retraites de 2023, en réalité un simple ralentissement du passage de l'âge légal de départ de 62 à 64 ans : le nombre de trimestres nécessaires pour obtenir une retraite pleine continuera d'augmenter, juste moins vite que prévu.

En plus, ce sont les travailleurs qui, au bout du compte, devraient payer, car cette « suspension » serait compensée par une taxe d'un milliard sur les complémentaires santé... qui ne pourront pas augmenter leurs tarifs en 2026, mais ne se priveront pas de le faire en 2027 !

DU FRIC POUR LES SERVICES PUBLICS, PAS POUR LES MARCHANDS DE MORT !

Toute cette tambouille politicienne cache l'essentiel : un véritable budget de guerre contre les classes populaires : 4,7 milliards en moins pour les collectivités territoriales, 17 milliards d'économie sur les services publics avec notamment 4 000 postes d'enseignants en moins, mais des budgets militaires en hausse de 6,5 milliards ! Leurs guerres et nos morts pour leurs profits : c'est la logique militariste qu'ils voudraient nous faire accepter. Si on n'y met pas un coup d'arrêt, ce sont des dizaines de milliards de plus qui serviront à acheter des Rafale, des chars et des canons, pour le plus grand profit de Dassault et des capitalistes de l'armement.

NE COMPTONS QUE SUR NOUS-MÊMES

En plus de ce budget, Lecornu annonce déjà que des « réformes » seront nécessaires pour faire de nouvelles économies en cours d'année. Et ce coup-ci ce sera par décret !

Alors pour stopper ces attaques, qui s'ajoutent aux 380 plans de licenciements dénombrés par la CGT, il faudra bien plus que les journées d'action saute-mouton sans lendemain que nous proposent les directions syndicales ! Il n'y aura pas d'autre solution que de ne compter que sur nos propres forces, tous et toutes ensemble, pour mettre un coup d'arrêt à cette offensive capitaliste généralisée !

• 08/12/2025

Bardella même pas candidat, mais donné gagnant ?

Un sondage du 25 novembre, donnant Jordan Bardella gagnant contre n'importe quel adversaire lors d'une présidentielle, a été repris dans les médias jusqu'à l'indigestion. Que d'honneurs pour le même pas candidat du RN, suspendu au verdict du procès en appel de Marine Le Pen, toujours inéligible après sa condamnation pour détournement de fonds publics. Si une victoire du RN serait lourde de conséquences pour les travailleurs, c'est bien naturellement qu'elle intéresse la bourgeoisie au plus haut point. Un candidat, relativement populaire dans la jeunesse et chez les travailleurs, avec un programme taillé sur mesure pour le grand patronat, c'est inespéré.

DÉFENDRE LES PETITS CONTRE... LES PLUS PETITS

De ses origines poujadistes, du nom du petit patron d'extrême droite Pierre Poujade qui a lancé la carrière de Jean-Marie Le Pen, au parti confortablement installé à l'Assemblée nationale qu'il est actuellement, le FN/RN n'a jamais cessé d'être un parti de la bourgeoisie. S'il a réussi récemment à attirer des franges des classes populaires, c'est en dissimulant sa nature sociale derrière une démagogie populiste et franchement raciste. Mais qu'il se rapproche du pouvoir, et le naturel revient au galop. Quelques jours avant le premier tour des élections législatives de 2024, la suppression de la réforme des retraites disparaissait de son programme. Fin octobre, il proposait un « contre-budget » encore plus pro-patronal que celui de Lecornu avec suppressions d'aides sociales et baisses de subventions pour les associations, à l'image de la politique menée par le RN à l'échelle municipale. Marine Le Pen veut la « respectabilité »... aux yeux de la grande bourgeoisie.

CONTRE LE CAPITALISME, MANGEONS LIBRE DE DROIT

Un samedi, pas bien réveillée, je me rends au marché comme chaque semaine. Le maraîcher chez qui j'achète mes légumes me prévient : « *Tu me diras ce que tu penses de ces poireaux, c'est une variété traditionnelle, non améliorée.* » Moi, naïvement, ou toujours pas réveillée : « *Ok. Les améliorations, c'est genre pour qu'ils aient des qualités comme une meilleure résistance ou quelque chose comme ça ?* » Le maraîcher me répond immédiatement : « *Non pas du tout, c'est pour gagner de l'argent, car ce sont des semences brevetées. Celle que je vends aujourd'hui est en quelque sorte tombée dans le domaine public.* »

Des poireaux libres de droits, donc ! Leur appellation officielle c'est « *semence sans valeur intrinsèque* ». Ces semences sont censées être interdites à la vente et réservées aux jardiniers particuliers. Car l'industrie agro-alimentaire entend bien pouvoir continuer à engranger des bénéfices, et compte pour cela sur les réglementations des politiques à leur botte la rendant incontournable... Sauf que certains maraîchers n'hésitent visiblement plus à s'affranchir de ces règles. Des petites résistances du quotidien comme autant de possibles pour un monde débarrassé du capitalisme. Alors contre le capitalisme et pour la planète, vive les légumes libres !

ANDREA MARTIN
• 09/12/2025



LA RÉSIGNATION COMME TERREAU

Quand un député RN du Vaucluse déclare à l'Assemblée que « *l'ultrariche est insaisissable* » et en appelle au « *réalisme* », il résume tout le programme de son parti. L'inflation, les licenciements, la précarité, touchent de nombreux foyers de travailleurs, et les luttes collectives peinent à arracher à la bourgeoisie de quoi améliorer notre situation. L'extrême droite cherche à faire accepter ce rapport de force momentanément dégradé comme un état de fait immuable, et à détourner la colère contre d'autres travailleurs, chômeurs ou migrants, plus faciles à cibler. Derrière la propagande raciste, on trouve toujours la défense de la bourgeoisie.

Il y a quelques années, des grévistes d'Air France nous avaient pourtant rappelé que les ultrariches sont bel et bien saisissables, au moins par la chemise. Si les institutions de la bourgeoisie sont bien peu efficaces contre le grand capital, ça n'est pas une surprise, et ça n'est pas un problème. Contre les idées d'extrême droite et contre les offensives du patronat, c'est par leurs luttes et par leur organisation que les travailleurs peuvent inverser la vapeur.

DYLAN BOURRIER • 09/12/2025

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 47 • 11 DÉCEMBRE 2025 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR

« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »
ASSOCIATION LOI DE 1901.
ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,
AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION
AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 3 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TÉL. : 01 49 63 66 66

Intervention de Gaël Quirante au meeting du 29 novembre : « Combattre ce budget antisocial ! »

Visionner un extrait de l'intervention



Bonjour les camarades, les amis et les collègues,

Le budget 2026, c'est un peu comme ta feuille de paye. Tout est fait pour que tu ne comprennes rien. Mais quand tu regardes le salaire qui est à la fin, tu as bien compris qu'il y avait une douille. Commission paritaire mixte, chambre haute, chambre basse, première lecture, deuxième lecture, 49.3 ou pas, ordonnance ou pas, loi spéciale ou pas, projet de loi de finance initiale, projet de loi de finance rectificative, projet de loi de financement de la sécurité sociale...

Mais en fait, c'est extrêmement simple. C'est une douille avec 4,7 milliards d'économies pour les collectivités territoriales, 17 milliards d'économies pour les services publics. Évidemment, tout ça se fait avec une augmentation dans le budget militaire : ce sont leurs guerres et nos morts pour leurs profits. Ce budget n'oublie pas non plus les vrais assistés, les grands patrons, qui, non seulement nous pompent le sang tous les jours en nous extorquant le fruit de notre travail, mais en plus, sont grassement subventionnés. Une commission d'enquête du Sénat, menée par le directeur de *L'Humanité* et sénateur com-

muniste Fabien Gay, a dénombré 211 milliards d'euros qui ont été donnés au patronat en 2023. D'après un bouquin qui s'appelle *Le Grand détournement*, ce serait même de 270 milliards en moyenne chaque année depuis quinze ans.

La conclusion est assez simple : c'est un budget antisocial. Mais qui c'est qui vient à la rescousse ? Qui a dit ce mercredi 26 novembre à BFM TV qu'il ne fallait pas « se priver du 49.3 » car « il ne faut jamais se priver d'une disposition constitutionnelle » ? Ça ne peut être qu'un champion. C'en est un bon, puisque c'est l'actuel député du Parti socialiste François Hollande. Il faut dire que quand il était président de la République, il avait un Premier ministre qui a fait six usages du 49.3 et rien qu'en 2015, il l'a dégainé trois fois. C'était pour faire passer la possibilité du travail le dimanche proposé à l'époque par son pote Macron.

Ça a été une sacrée riche idée quand même d'avoir ressuscité le Parti socialiste, d'être allé repêcher cette gauche du capital avec le Nouveau Front populaire. On voit bien que la stratégie institutionnelle est une impasse pour le monde du travail et la jeunesse. Mais plus grave, elle renforce en fait l'extrême droite.



METTING DU 29 NOVEMBRE, PARIS.

Parce que quarante ans de politiques anti-sociales menées par des gouvernements de gauche et de droite, c'est 40 % pour l'extrême droite. On ne va pas pouvoir lobber l'obstacle du rapport de force. On ne va pas pouvoir lobber la nécessité de faire grève, d'occuper et de manifester.

29/11/2025

Le 49-3, réclamé tant par Hollande que par Retailleau, aurait été la bonne couverture pour la lâcheté de ces parlementaires qui voudraient éviter de se mouiller à voter un budget antisocial qu'ils rêvent pourtant tous de voir passer ! Dix jours après notre meeting, Hollande n'a pas obtenu gain de cause : Lecornu a refusé de l'utiliser, forçant le PS à avancer à visage découvert et à voter pour le budget. Le cirque parlementaire n'a pas été troublé par les directions syndicales qui ont appelé de manière presque confidentielle à une grève le 2 décembre. Échec prévisible que Sophie Binet attribue aux travailleurs eux-mêmes qu'elle appelle à « se réveiller ». Mais c'est bien la gauche et les directions syndicales qui sont dans un coma institutionnel profond. Ne comptons que sur nos luttes !

MÉLENCHON AUX PATRONS : « ON A DES INTÉRÊTS COMMUNS »

Lors d'un débat organisé par LCI et le journal *Challenges* le 27 novembre¹, Jean-Luc Mélenchon était « face aux patrons français »... ou plutôt « côte à côte » au vu de la position adoptée par le dirigeant de la France insoumise pendant plus d'une heure. Certes, devant trois patrons effrayés par la moindre taxation sur le capital et voulant faire la peau aux dépenses sociales, Mélenchon a par moments remis quelques pendules à l'heure. Mais il s'est surtout évertué à présenter sa politique comme une alternative gagnante... pour les patrons eux-mêmes : ils auraient intérêt à un État plus interventionniste qui remplirait leurs « carnets de commande », leur donnerait plus de prévisibilité économique grâce à la planification et les protégerait de la concurrence internationale à travers des mesures protectionnistes. Jusqu'à citer la Chine de Xi Jinping comme une source d'inspiration. Et si Mélenchon s'est démarqué du régime politique chinois, il y a un petit hic dans la démonstration : le « miracle » de la croissance économique chinoise ne peut justement pas se comprendre sans la répression politique et patronale qui l'accompagne et permet la surexploitation de centaines de millions de travailleurs.

Mélenchon a continué en faisant l'éloge de Serge Dassault, un patron qui serait resté « un parfait patriote » dans la mesure où il n'aurait pas été coupable d'évasion fiscale... Mais qu'en pensent les ouvriers des usines Dassault et les peuples



victimes des bombes lâchées par les avions de combat qui y sont produits ? Si Mélenchon se démarque aujourd'hui des discours va-t-en-guerre, de telles odes au « patriotisme économique » renforcent le nationalisme ambiant tout en faisant croire à une communauté d'intérêts entre patrons et travailleurs.

Postulant à la tête de l'État français, Mélenchon a finalement tout fait pour se présenter comme un homme politique responsable, bien loin de toute forme de radicalité. Le mot « luttes » a ainsi été opportunément gommé de son vocabulaire : disparus les appels à la grève générale et les proclamations d'anticapitalisme de septembre, alors que le climat social se réchauffait. Mais Docteur Jean-Luc et Mister Mélenchon sont bien une seule et même personne : d'un côté, il s'agit de surfer électoralement sur la colère sociale, de l'autre, de parfaire sa stature de « chef d'État » en devenant. Les travailleurs n'ont rien à y gagner... à part des illusions.

BORIS LETO • 09/12/2025

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR « LES LIENS ENTRE PARTIS ET ISLAMISME » : ÇA PATINE SÉVÈRE !

Avec la mise en place de cette commission à l'Assemblée, la manœuvre de la droite et l'extrême droite était grossière. D'un côté, il s'agissait d'en remettre une couche dans la stigmatisation des musulmans ou supposés tels. De l'autre, de continuer la chasse aux sorcières contre LFI accusée à tout bout de champ d'antisémitisme en raison de sa dénonciation du génocide en Palestine. Un mois et demi plus tard, après maintes auditions de chercheurs et autres « experts » en la matière, toujours aucune preuve factuelle de cette supposée « cinquième colonne ». Jean-Luc Mélenchon, convoqué pour sa soi-disant complaisance avec l'islamisme, s'est fait un malin plaisir à retourner l'accusation : ne trouvait-on pas foule de politiciens de droite et d'extrême droite dans la rue pendant la « manif pour tous » aux côtés de tous les conservateurs religieux, musulmans... et surtout catholiques, à l'image des fondamentalistes de Civitas ? Et Mélenchon de dénoncer une laïcité à géométrie variable s'attaquant surtout et avant tout aux musulmans.

Face à la débâcle en cours, Laurent Wauquiez, initiateur de cette commission, a carrément préféré se faire la malle, n'assistant même pas à l'audition de Jean-Luc Mélenchon samedi...

ABONNEZ-VOUS : VERSION PAPIER

6 MOIS 20€ OU 25€ PRIX DE SOUTIEN
12 MOIS 40€ OU 50€ PRIX DE SOUTIEN

NOUVEAU : VERSION NUMÉRIQUE

1 AN 20€

• PAR CARTE BANCAIRE (SUR LE SITE)
npa-revolutionnaires.org/abonnement



• PAR CHÈQUE
À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"
ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP60008 IVRY 94201 CEDEX

1. Disponible sur la chaîne YouTube de LCI : « Jean-Luc Mélenchon face aux patrons français », jeudi 27 novembre.

FRANÇAIS, IMMIGRÉS, MÊMES PATRONS, MÊME COMBAT !

Le nombre de morts continue d'augmenter dramatiquement dans la Méditerranée et les autres routes migratoires ; les migrantes et migrants sont traqués, enfermés dans des conditions indignes, renvoyés ; leurs droits se réduisent de jour en jour, notamment en raison de la loi immigration du 26 janvier 2024 et de la circulaire Retailleau du 23 janvier 2025 ; les travailleurs et travailleuses immigrés, faute de régularisation et de la possibilité de renouvellement des cartes de séjour, se retrouvent de plus en plus nombreux à être privés de papiers et contraints de vivre dans la clandestinité. C'est pourtant leur travail qui fait fonctionner des secteurs entiers, comme le bâtiment, la restauration ou le soin aux personnes. De première, deuxième ou troisième génération, tous et toutes font partie de la grande classe des travailleurs. Toute division dans nos rangs nous affaiblit face à nos ennemis, le patronat et le gouvernement à son service.

Le NPA-Révolutionnaires, signataire de l'appel de la Marche des solidarités pour le 18 décembre, appelle à rejoindre et à participer, nombreuses et nombreux, à toutes les actions, manifestations et grèves qui se tiendront à l'occasion de cette journée.

Liberté de circulation et d'installation !

Mêmes droits pour tous et toutes !



912 morts de la rue : la propriété tue !

En 2024, 912 personnes sans domicile, vivant à la rue ou en centre d'hébergement, sont mortes, à un âge moyen de 48 ans, selon le collectif des Morts de la rue. C'est 16 % de plus que l'année précédente. Comment ne pas faire le lien avec la multiplication des expulsions locatives depuis que la loi Kasbarian de 2023 a accéléré les procédures et criminalisé les impayés de loyer ? En 2025, 140 000 procédures d'expulsion ont été engagées, en hausse de 11 % sur un an, et 24 556 ont été exécutées manu militari par la police, en hausse de 26 % ! Kasbarian, député macroniste, a ouvertement revendiqué à l'Assemblée début novembre « être du côté de la propriété privée ». Mais cette propriété des riches n'est que la privation pour le grand nombre ! En France, un quart des ménages concentre la propriété de 68 % des logements. 180 000 familles en possèdent plus de dix, totalisant 8,3 % des logements, soit quatorze fois plus que leur part dans la population. Cette propriété permet à quelques héritiers de s'enrichir sur le dos des classes populaires.

Le logement est un besoin vital, mais dans la société capitaliste il est livré à la spéculation et à la boulimie des rentiers. Entre le loyer, l'eau et l'énergie, les dépenses consacrées au logement n'ont cessé de croître. Elles représentent aujourd'hui 30 % du budget des ménages en moyenne, mais cette part est nettement supérieure pour les classes populaires. D'autant que la précarité et le racisme de nombreux bailleurs livrent un grand

« Le logement est un besoin vital, mais dans la société capitaliste il est livré à la spéculation et à la boulimie des rentiers. »

nombre de travailleurs, de travailleuses et de familles aux marchands de sommeil, qui profitent des difficultés d'accès au logement pour louer des taudis à prix d'or.

La politique de Macron et de ses prédecesseurs est directement responsable de cette situation. La construction de logements est à un niveau historiquement bas, à l'image du budget public qui y est consacré¹. Le budget des HLM ne permettra de financer au mieux que 75 000 nouveaux logements par an dans les années qui viennent, contre 124 000 il y a dix ans, tout en ne rénovant que 60 % du parc d'ici 2050 (contre un objectif officiel de 100 % d'après la Stratégie nationale bas carbone).

Il est donc urgent de réquisitionner les logements vides, de plafonner réellement les loyers et de financer la construction et la rénovation des logements à hauteur des besoins.

MAURICE SPIRZ • 07/12/2025

À Grenoble : famille à la rue et solidarité des enseignants

Au collège Vercors de Grenoble, c'est déjà la deuxième fois que l'équipe éducative se retrouve face à des familles sans solution de logement. L'an dernier, le personnel avait occupé le collège pour des situations similaires, ce qui avait permis le relogement de deux familles.

Mi-novembre, alors que les enseignants s'apprêtaient à mettre à l'abri une famille avec deux enfants dans le gymnase, ils ont reçu des menaces de poursuites judiciaires et d'intervention policière s'ils osaient utiliser les locaux pour les loger. Alors que les températures allaient passer sous les 0 °C, la seule réponse institutionnelle a encore été la menace.

Le personnel mobilisé a décidé d'installer un camp de fortune devant le collège pour accueillir les deux parents, leurs quatre enfants et dénoncer cette situation révoltante. Lundi 1^{er} décembre, enseignants, CPE, AESH et AED ont fait le choix de dormir sur place, en solidarité, dans des tentes, et de médiatiser la situation. Le directeur académique des services de l'Éducation nationale (DASEN), interrogé par le *Dauphiné libéré*, affirme qu'aucune menace n'a été proférée à l'encontre de celles et ceux qui voulaient mettre à l'abri la famille dans le gymnase. Qu'il vienne le dire en face de celles et ceux qui, par solidarité, ont dormi dans une tente par -2 °C devant un bâtiment chauffé !

UNE SOLIDARITÉ QUI DÉMENT LES DISCOURS RACISTES

Lors des trois rassemblements organisés par le personnel, de nombreux habitants du quartier sont venus apporter nourriture, couvertures et soutien. Des membres du Droit au logement (DAL), qui occupe actuellement la métropole avec 71 familles,

du Réseau éducation sans frontières (RESF), des écoles occupées et de la FCPE ont également rejoint l'initiative. Une solidarité qui a réchauffé les cœurs et qui dément les discours des médias de milliardaires qui stigmatisent les quartiers en parlant d'insécurité. Car dans ces quartiers, la solidarité est de mise et l'insécurité est avant tout sociale.

Dans l'agglomération grenobloise, des dizaines d'écoles sont occupées en permanence par des familles sans logement. Pourtant, selon le DAL, 13 000 logements seraient vacants. De quoi héberger toutes les familles et toutes les personnes qui dorment dehors. Mais cela entrerait en contradiction avec les intérêts de bailleurs sociaux qui comptent racheter à bas prix des bâtiments construits et entretenus par l'argent public pour en faire du luxe - comme au Rabot, où 521 chambres étudiantes restent vides et où les canalisations d'eau auraient été volontairement enlevées pour éviter que ce lieu devienne une solution pour ces nombreuses familles.

Par nos solidarités et nos luttes, nous devons imposer la réquisition de tous les logements vacants, pour mettre fin à la mise en danger d'enfants, de mères et de pères précaires, souvent déjà éprouvés par des parcours particulièrement difficiles. Alors stop aux expulsions, stop aux menaces contre les personnes solidaires, et réquisition de tous les logements vides ! Il y a urgence à renverser la table, à imposer au conseil départemental, à la mairie et à l'État de respecter la loi. Car oui, un toit, c'est la loi et cela devrait être un droit !

BAPTISTE ANGLADE ET NOÉMIE MONDON • 08/12/2025

1. L'effort public pour le logement est réduit à 1,5 % du PIB, contre 2 % en 2010.

Sainte-Solines : les flics au naturel

Après deux ans et demi d'enquête, le parquet de Rennes a classé sans suite les violences commises par les gendarmes sur quatre personnes grièvement blessées lors de la manifestation contre les mégabassines le 25 mars 2023. Le parquet a estimé que dans un cas le tir était conforme au règlement et que dans les trois autres, leurs auteurs n'avaient pu être identifiés. Pour l'un des blessés, il n'a pas été possible de déterminer si la grenade avait été lancée en cloche ou en tir tendu. On peut supposer que l'enquête n'a pas dû être très poussée : aucun policier n'a été auditionné.

Par contre, le même parquet a décidé d'ouvrir une information judiciaire limitée cette fois aux tirs tendus de grenades révélés par les caméras-piétons portés par les gendarmes plus de deux ans après les faits. Dans ces vidéos, qui ont tourné en boucle sur les réseaux sociaux, on entend des propos accablants, tels que : « *Je viens de mettre un GM2L dans les c... à un mec* », « *Il faut leur tirer dans la gueule* », ou encore « *l'e... que j'ai eu dans la tête, mon gars* », tandis que d'autres gendarmes évoquent un « *vrai kiff* ».

L'Inspection générale de la gendarmerie nationale (IGGN) estime que ces pratiques relèvent uniquement de dérives individuelles. Laurent Nuñez, de son côté, relativise en évoquant les « *actions violentes* » des manifestants. Mais les vidéos, elles, montrent clairement la situation telle qu'elle était sur le terrain.

Le procureur explique dans son rapport que les gendarmes ont été « *victimes de très nombreux jets de pierres* », de « *cocktails Molotov et de mortiers* », et que six d'entre eux ont brièvement été hospitalisés. Le bilan parmi les manifestants atteint, lui, 200 blessés, dont 40 grièvement, et deux personnes plongées dans le coma. Le parquet de Rennes ouvre même la porte à l'idée que, face aux manifestants, l'usage – même potentiellement mortel – de tirs tendus pourrait être assimilé à de la légitime défense.

La police nous protège, mais qui nous protège de la police ? Certainement pas la justice bourgeoise !

CORRESPONDANT • 08/12/2025

LA GRANDE RÉPRESSION EN LOIRE-ATLANTIQUE

Le grand patronat et les dirigeants à sa botte attaquent de plus en plus celles et ceux qui se mobilisent contre leurs politiques. En Loire-Atlantique, les syndicalistes, notamment la CGT, subissent une vague de répression.

FERMETURE DE SITE POUR LES UNS, « TRAVAILLER PLUS ET GAGNER MOINS » POUR LES AUTRES

Les raisons de se battre émergent partout. Sur le site EDF de Cordemais, la direction annonçait en septembre 2024 abandonner le projet de reconversion à la biomasse. Près d'un millier de travailleurs et travailleuses étaient jetés dans l'incertitude, la fermeture pour 2027 en ligne de mire.

Dans la structure sociale de l'Agence départementale de prévention spécialisée 44 (ADPS), la direction a confirmé en novembre dernier l'augmentation de quatre semaines du temps de travail des éducateurs de rue, sans contrepartie.

Au port de Nantes Saint-Nazaire, s'est abattue sur les travailleurs une avalanche de menaces et de mépris, après la publication d'un rapport de la Cour des comptes début septembre 2025. Pour la bourgeoisie locale, notamment pour la présidente de région, Christelle Moranaïs, il faudrait « un plan de redressement », comprenez des baisses de salaires et des licenciements.

Voilà la réalité du « dynamisme » régional. La bourgeoisie prospère par des coupes dans les budgets et l'appauvrissement des travailleurs. La véritable dynamique est celle des licenciements, comme localement chez Saunier Duval, ArcelorMittal, Michelin... Et dans l'ensemble du secteur culturel et social.

RÉPRESSION DES COLÈRES ET DES MOBILISATIONS

La violence de ces politiques engendre une saine colère et une volonté de se battre. À EDF Cordemais, quatre jours après l'abandon de la reconversion, des militants CGT sont accusés d'avoir actionné des pétards à griffe dans les bureaux de la direction – des pétards qui auraient « blessé » sept personnes. Conséquences : mises à pied, arrestations et 24 mois de prison avec sursis. Une voie répressive que pourraient aussi subir des travailleurs du port, présidé par Christelle Moranaïs : elle a porté plainte pour injures et menaces physiques après le jet d'un mortier d'artifice. Elle détruit des milliers d'emplois dans la région, mais fait mine de s'étonner de ces accès de colère.

Dans le social aussi, les suspensions et menaces sont courantes. Et lors des mobilisations, comme à l'ADPS 44, les directions proposent individuellement des augmentations de salaire différentes pour mieux diviser.

Soutien aux grévistes et aux syndicalistes !

CORRESPONDANT • 06/12/2025

ILS NE FERONT PAS TAIRE NOTRE COLÈRE OUVRIÈRE ET INTERNATIONALISTE

Le NPA-Révolutionnaires était présent mardi 2 décembre à Douai, au rassemblement de soutien à Jean-Paul Delescaut, secrétaire départemental de la CGT du Nord, accusé « d'apologie du terrorisme », pour son soutien au peuple palestinien. Condamné en mars dernier à un an de prison avec sursis et 5 000 euros d'amende, Jean-Paul Delescaut était de retour au tribunal pour faire appel de la décision.

TOUS CONCERNÉS PAR L'ATTAQUE CONTRE JEAN-PAUL DELESCAUT

« *Les horreurs de l'occupation illégale se sont accumulées. Depuis samedi [7 octobre], elles reçoivent les réponses qu'elles ont provoquées* », c'est la phrase d'un tract qui lui a valu un réveil à 6 heures du matin le vendredi 20 octobre 2023 par la police. Après avoir interdit des manifestations en novembre 2023, l'État s'est attaqué à plusieurs militants politiques et syndicaux dénonçant la politique criminelle de l'État d'Israël, en les accusant tantôt d'apologie du terrorisme, tantôt d'antisémitisme. Au-delà des militants, ce sont tous les soutiens aux Palestiniens que l'État menace. Être nombreux dans les rues en manifestation permet d'exprimer notre soutien aux Palestiniens, mais aussi montrer à tous les travailleurs qui n'osent pas s'exprimer que nous pouvons le faire tous ensemble.

JULIE DEVRIM • 09/12/2025

PROCÈS DES CINQ POSTIERS DU 92

Réponse militante à une décision scandaleuse

500 euros d'amende avec sursis pour Dalila et Mohamed, 800 euros d'amende avec sursis pour Brahim et Yann et surtout six mois de prison avec sursis pour Gaël, assortis de près de 10 000 euros de dédommagements : voilà le jugement infligé aux cinq postiers du 92 le 10 juillet dernier. Une peine exorbitante pour s'être simplement rendus en délégation, en tant que grévistes, au siège social de La Poste – ce que le juge condamne comme une « *violation de domicile professionnel* » ! Une telle condamnation est un dangereux précédent.

Le juge était tellement pressé de rendre sa décision en pleine période estivale, qu'il l'a fait sans fournir de décision écrite... Celle-ci n'est arrivée qu'en novembre ! Une manière de tenter d'étouffer l'affaire et de décourager les soutiens... mais qui ne marchera pas. Tout d'abord, Gaël et ses camarades postiers et postières du 92 ne se sont pas laissés intimider par ce jugement dont ils ont fait appel. Ils continuent à sillonner les bureaux de poste en cherchant à regrouper les forces des centres postaux et à tisser des liens avec l'ensemble du monde du travail. Elles et ils sont bien décidés à ne pas attendre le procès en appel pour reprendre des initiatives de soutien, pour exiger la relaxe et la réintégration de Gaël et Yann.

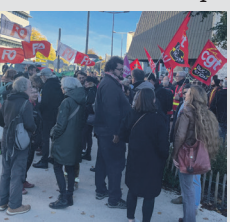
EDOUARD MCBEYNE • 07/12/2025



RASSEMBLEMENT DE SOUTIEN À JEAN PAUL DELESCAUT. 28 MARS 2024, LILLE

MANIFESTER SPONTANÉMENT SA SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN N'EST PAS UN CRIME : AUCUNE POURSUITE CONTRE DAVID PIJOAN !

David Pijoan, militant du NPA - Révolutionnaires, responsable syndical enseignant et membre d'Éducation avec Gaza 33, est convoqué vendredi 12 décembre à 9 h 30 auprès du substitut du procureur en vue d'une notification d'un « *avertissement pénal probatoire* » qui implique qu'il reconnaisse avoir « *organisé une manifestation sur la voie publique sans déclaration* » le 8 octobre à Bordeaux. Mais ce délit ne pouvait être commis ! Nul n'aurait pu déclarer 72 heures à l'avance ce rassemblement, puisqu'il s'agissait de réagir spontanément à l'interception dans la nuit de la deuxième flottille pour Gaza. Il faut rappeler à monsieur le procureur de la République que les manifestations spontanées sont autorisées en France !



L'avance ce rassemblement, puisqu'il s'agissait de réagir spontanément à l'interception dans la nuit de la deuxième flottille pour Gaza. Il faut rappeler à monsieur le procureur de la République que les manifestations spontanées sont autorisées en France !

L'article complet à lire sur le site



Sophie Binet mise en examen sur commande de l'extrême droite

La secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, a été mise en examen pour « *injures publiques* ». Bernard Arnault s'était ému d'un projet de surtaxe sur les entreprises en menaçant de délocaliser et elle avait répliqué : « *Leur seul objectif, c'est l'appât du gain, les rats quittent le navire.* » Ça n'a pas plu à Sophie de Menton, présidente du mouvement patronal Ethic, financé par le milliardaire ultra-réac Pierre-Édouard Stérin.

L'extrême droite aime se présenter comme l'opposition à Macron, mais elle ne supporte pas qu'on critique le patronat, et elle trouve des juges suffisamment complaisants pour attaquer la principale représentante du mouvement syndical en France. Juges, politiciens pro-capitalistes d'extrême droite ou macronistes, quand le monde du travail va reprendre l'offensive, ce sont elles et eux qui auront intérêt à « *quitter le navire* » car nous nous souviendrons de tous les mauvais coups !

Quand les travailleurs et les peuples auront imposé leur camp face à celui de la bourgeoisie, on pourra imaginer de discuter d'une paix

EXTRAITS DE L'INTERVENTION DE NOTRE PORTE-PAROLE SELMA LABIB, SUR LA SITUATION INTERNATIONALE, AU MEETING DU 29 NOVEMBRE À L'ESPACE CHARENTON

BONSOIR À TOUS ET À TOUTES,

On consacre une place importante de nos meetings à la situation internationale parce que nous, communistes révolutionnaires, internationalistes, trotskistes, savons que « travailleurs de tous les pays unissons-nous », ce n'est pas qu'un slogan. Et il y a besoin de comprendre : un jour Macron nous parle de plan de paix, le lendemain il dit qu'il va remettre le service militaire ; un jour Trump prétend arrêter toutes les guerres avec ses « deals » d'anarcho-capitaliste attardé, le lendemain il bombarde les eaux territoriales du Venezuela, lance des frappes sur des bateaux dont on ne sait pas si ce sont des trafiquants ou des pêcheurs. Il masse des troupes en Amérique centrale et menace les présidents du Venezuela et de Colombie.

Pendant que Macron dénonce « l'islamo-gauchisme », Trump parle de « narco-communisme ». Il semble qu'il y ait des spectres qui les hantent encore ! Et pour cause, même aux États-Unis, une jeunesse préfère le socialisme au capitalisme ! Oui, on est des gauchistes, on n'ira pas chanter le racisme qui stigmatise les musulmans ! Tant pis si ça fait de nous des islamo-gauchistes, des narco-communistes, des éco-terroristes !

QUI S'ÉTONNE ICI QUE TRUMP S'ENTENDE AVEC POUTINE ?

Trump pratique l'annexion impérialiste que singe son homologue russe. Les États-Unis ont repris le flambeau des vieux pays colonisateurs comme la France. La Russie et la Chine tentent de se faire une place au soleil dans ce système capitaliste mondial de pillage sur le dos des peuples, en appliquant les mêmes recettes que leur modèle et concurrent américain. Quant à la France, c'est une puissance de seconde zone mais toujours nocive avec son arme nucléaire, ses bases militaires en Afrique et dans le Pacifique. Du RN à une partie de la gauche, c'est à qui sera le plus nationaliste !

Mais attention, si on réarme dans la France de Macron, c'est pour défendre des valeurs, c'est parce qu'on est le pays des droits de l'homme : de l'homme « gilet jaune » éborgné, de l'homme kanak descendu à bout portant par des colons d'extrême droite, de l'homme musulman ou supposé musulman parce qu'arabe ou asiatique, se faisant insulter toute la journée, de l'homme ouvrier exploité puis licencié. Et je ne vous parle pas des femmes parce que chacun sait bien ce qu'il en est !

CE QUE TRUMP APPELLE LA PAIX, C'EST LA PAIX DES CIMETIÈRES

La paix des colons, la paix des impérialistes. C'est la fin momentanée d'une guerre lorsque les objectifs du pillage ont été atteints. La paix que Trump a signée avec le génocidaire Netanyahu a été validée par l'ONU, par les dictatures arabes, par les « démocraties européennes » et même par les prétendus opposants à l'ordre impérialiste, Chine et Russie. Tous en train de mendier une participation à la force internationale d'oppression des Palestiniens pour palper les miettes du pillage et de la reconstruction de Gaza.

Pareils marchandages entre les diplomates russes et américains sur l'Ukraine, d'un côté Steve Witkoff, magnat de l'immobilier comme Trump, de l'autre Iouri Ouchakov, diplomate russe, et Kirill Dmitriev, un financier. Ces gens-là savent se reconnaître entre capitalistes. L'enjeu, c'est de savoir ce que la Russie va pouvoir récupérer de l'Ukraine. À l'impérialisme américain restera une mainmise sur le reste du territoire. Leur paix, c'est le partage du butin sur les ruines, les morts et la misère.

Le gouvernement Zelensky est à l'image des régimes dépendant de l'impérialisme, dans la tradition néocoloniale. Des élites bourgeoises parasites, dont les gosses font la fête dans des capitales européennes, qui envoient de force les prolétaires ukrainiens au front. Des affaires de corruption : à l'heure où l'offensive russe fait des dizaines de morts civils chaque mois, bombardant des quartiers ouvriers ; où l'on entre dans l'hiver et où le réseau électrique est indispensable au chauffage, on découvre que hauts fonctionnaires et capitalistes ukrainiens détournent plus de 100 millions d'euros destinés à maintenir en état ce réseau électrique. Ce que les capitalistes appellent défense de la patrie, c'est la défense de leurs profits avec la peau des travailleurs !

NON AU PLAN TRUMP-POUTINE DE PILLAGE DE L'UKRAINE !

À bas la guerre d'annexion impérialiste de Poutine ! Pour le droit des Ukrainiens à disposer de leur propre sort, dans la guerre comme dans la paix, à mener la lutte des classes en toute indépendance des exploiters ! Nous sommes solidaires des classes populaires ukrainiennes qui ne veulent pas se faire trahir la peau pour Zelensky, ni crever ni vivre sous la botte de Poutine. Solidaires de la jeunesse russe qui ne veut ni de ce régime pourri, ni mourir dans les tranchées !



N'oublions pas l'Europe, plus précisément la France. À la proposition de paix de Trump, Macron répond par une surenchère de militarisme. Lors de sa dernière visite en France, Zelensky a signé pour l'achat d'une centaine d'avions de combat Rafale... le bébé de Dassault ! Un sacré soutien aux carnets de commande et au cours en bourse de la multinationale française de l'armement !

GUERRE À NOS GOUVERNANTS ET À NOS PATRONS !

Voilà de quoi on parle, quand on parle de paix et de guerre dans ce monde capitaliste. Leurs paix comme leurs guerres ne s'intéressent pas à ceux qui meurent sous les bombes, à ceux qui subissent l'exploitation capitaliste, aux volontés des peuples des territoires qu'ils détruisent et qu'ils se repartagent. Les travailleurs ne font pas partie des négociations, ils ne sont une menace que lorsqu'ils renversent la table des négociations, par leurs seuls moyens d'expression que sont les grèves et les manifestations, mais aussi, dans un contexte de guerre, les révoltes et la

fraternisation des travailleurs de chaque côté des tranchées. Là alors, quand les travailleurs et les peuples auront imposé leur camp face à celui de la bourgeoisie, on pourra imaginer de discuter d'une paix. En attendant, c'est la guerre à la bourgeoisie qu'il faut mener, à nos gouvernements, et la guerre à nos patrons.

29/11/2025

Visionner un extrait de l'intervention sur nos réseaux



Si tu veux la paix, prépare la révolution !

ÉDITORIAL DE NOS BULLETINS D'ENTREPRISE DU 1^{er} DÉCEMBRE 2025

Après le chef d'état-major qui voudrait nous préparer à « accepter de perdre nos enfants », Macron a annoncé le retour du service militaire dès 2026, sous forme volontaire.

LES ENFANTS DES CLASSES POPULAIRES : VOLONTAIRES DÉSIGNÉS

Dix mois, nourri et logé, avec 800 euros de dédommagement et un bonus sur Parcoursup : voilà comment Macron a présenté le rétablissement du service militaire. Il ne cherche à attirer que les enfants d'ouvriers, exclus par le tri social qui fait office de système scolaire et contraints à de longues périodes de chômage forcé entrecoupées de petits boulots précaires. Dans cette société de classe, ce sont toujours les plus pauvres qui sont envoyés en première ligne. Ni les capitalistes, ni les politiciens à leur service ne laisseront leurs enfants risquer leur vie dans les guerres qu'ils mènent ou qu'ils préparent.

Les jeunes soldats qui ont été envoyés par Bush envahir l'Irak en 2003 étaient prétendument volontaires, mais en grande majorité Noirs ou Latinos, et tous particulièrement pauvres. Ce sont aussi des « volontaires » à l'avenir bouché que le régime de Poutine recrute dans les zones reculées de la fédération de Russie pour se faire trouer la peau dans les tranchées en Ukraine.

Macron et ses semblables parlent de « défendre la patrie » contre l'ennemi russe. Mais qui peut croire que la Russie s'apprêterait à attaquer la France ? C'est qu'il faudrait défendre nos « alliés » d'Europe de l'Est, disent les va-t-en-guerre... Le régime de Poutine a effectivement prouvé son mépris des peuples en s'attaquant à l'Ukraine. Mais il n'est pas le seul sur cette planète : que dire du régime génocidaire de Netanyahu ? Nos va-t-en-guerre ne parlent pas de l'empêcher de nuire, au contraire ils le soutiennent corps et âme : c'est donc cela, la « défense de nos alliés » ?

ALGÉRIE, COMORES, LIBYE, MALI, CÔTE D'IVOIRE : L'ARMÉE FRANÇAISE EST UNE ARMÉE D'AGRESSION ET DE PILLAGE AU PROFIT DES CAPITALISTES

Quelle est cette fable qui voudrait présenter l'armée française comme une généreuse force de défense de la paix dans le monde ? Qui a cru George W. Bush lorsqu'il prétendait envahir l'Irak pour établir la démocratie et lutter contre le terrorisme ? Qui croit Poutine quand il dit vouloir « dénazifier » l'Ukraine ?

Qui croit que Trump lutte contre le trafic de drogue lorsqu'il bombarde le Venezuela ?

Mais il faudrait croire les mensonges de Macron ? L'armée française, qu'elle soit une armée de conscrits comme lors de la guerre d'Algérie, ou une armée de métier comme lors de l'intervention contre la Libye en 2011, n'est pas une armée de défense – si ce n'est de défense des intérêts des grands groupes capitalistes partout dans le monde, de Bolloré, de Total, de la CMA-CGM, de Bouygues, de Lafarge. Combien d'interventions, tout ce qu'il y a d'offensives et en rien défensives, a-t-elle menée contre les peuples en Asie ou en Afrique ?

« Ceux qui nous mènent en permanence une véritable guerre sociale, les patrons, les actionnaires et les banquiers, tentent en plus de nous embrigader. »

NI CHAIR À PATRONS, NI CHAIR À CANONS

La guerre économique que les capitalistes appellent « concurrence » se transforme régulièrement en guerre tout court. Alors, ils habillent leur soif de profit en défense de la « démocratie », du « droit des peuples » ou autre « devoir d'ingérence ». Ceux qui nous mènent en permanence une véritable guerre sociale, les patrons, les actionnaires et les banquiers, tentent en plus de nous embrigader. Et cette préparation à une éventuelle guerre de « haute intensité », dès maintenant, c'est à nous, travailleurs et travailleuses, qu'ils voudraient la faire payer !

Refuser les guerres des capitalistes, c'est combattre dès maintenant contre l'augmentation des budgets militaires et pour l'expropriation des grands groupes de l'armement qui en profitent. Cette lutte est inséparable de la lutte pour nos intérêts de travailleurs, car le tribut que la société paye au militarisme est prélevé directement sur nos salaires, sur nos retraites, sur l'éducation de nos enfants et sur notre santé.

DU FRIC POUR L'HÔPITAL, PAS POUR LE RAFALE !

ALLEMAGNE : GRÈVE LYCÉENNE CONTRE LE SERVICE MILITAIRE

Le vendredi 5 décembre, au moins 55 000 lycéennes et lycéens se sont mis en grève et ont défilé dans toute l'Allemagne pour s'opposer à la remise en place d'un service militaire, voté le jour même au Parlement, à l'initiative du gouvernement de coalition entre conservateurs et sociaux-démocrates.

Après plusieurs années de discussions publiques et d'augmentation considérable des budgets militaires – qui ont même nécessité un amendement à la « loi fondamentale » allemande faisant office de Constitution –, l'État allemand a donc remis en place le service militaire qui avait été suspendu en 2011. Dès janvier 2026, des formulaires de recensement seront adressés à la génération 2008, obligatoires pour les hommes, facultatifs pour les femmes. Dans un premier temps, ce service militaire sera volontaire, mais la loi inclut la possibilité de passer à un système obligatoire, par tirage au sort ou appel de promotions entières. L'objectif est d'augmenter dans les prochaines années les effectifs de la Bundeswehr de 80 000 soldats, avec comme appât un salaire brut de 2 700 euros, des aides pour le permis et autres avantages déjà existants, comme l'accès aux études ou la gratuité des transports.

« NON AU SERVICE MILITAIRE » : DES DIZAINES DE MILLIERS DE LYCÉENS EN GRÈVE

Une belle carotte pour la jeunesse dans cette période d'inflation. Une surenchère de sondages vient prouver qu'une large majorité d'Allemands soutiendrait ce retour du service militaire. Les souvenirs du militarisme nazi ne sont pourtant pas morts dans le pays. Les dizaines de milliers de jeunes qui ont manifesté dans une centaine de villes le confirment : à Berlin – où deux manifestations de près de 5 000 lycéens se sont succédées –, à Hambourg, à Francfort, mais aussi dans de nombreuses petites villes. Le gros des troupes est venu des lycées de centres-villes, mais la journée a suscité de nombreuses discussions y compris dans les établissements plus populaires. On pouvait lire sur les banderoles : « Pas de thunes pour la

guerre – Contre l'appauvrissement et le bellicisme ! », « Des places en formation, pas d'opérations militaires », alors qu'en Allemagne comme en France, les budgets pour l'éducation ne cessent d'être réduits pendant que les profits patronaux et le budget militaire explosent.

La loi doit encore passer le Bundesrat, qui réunit les représentants des gouvernements régionaux. Mais il s'agit d'une formalité, tant les partis, de la droite à la gauche, vantent en chœur la « défense nationale ». Niveau mobilisation, une nouvelle date de grève lycéenne existe déjà, mais seulement le 5 mars.

Rien ne dit que la jeunesse allemande se tiendra tranquille d'ici-là. Et la réaction du ministre social-démocrate de la Défense n'est pas pour calmer la colère. Plein de suffisance et de paternalisme, il s'est « réjoui » des grèves, qui montreraient que la jeunesse « saisit l'importance de ce sujet ». Et de renchérir sur la liberté d'opinion et de manifestation, libertés si chères qu'il s'agirait bien sûr de défendre face aux menaces extérieures ! Si cette même jeunesse boycotte les formulaires de recensement, continue et amplifie les grèves et les manifestations, et s'adresse à des catégories plus larges des classes populaires, à voir si le ministre se réjouira toujours...

DIMA RÜGER • 09/12/2025



La brutalité sans masque de l'impérialisme des États-Unis

La publication, le jeudi 4 décembre, d'une note de la Maison-Blanche à propos de la nouvelle stratégie de sécurité nationale¹ a provoqué une tempête parmi les gouvernements et la presse internationale. Une fausse franchise est assumée dans ce document de 33 pages qui résume une doctrine basée uniquement sur le rapport de force et le rejet qui se veut provoquant de tout espace de coopération. En appliquant une pensée du xx^e, voire du xviii^e siècle, l'administration américaine estime-t-elle possible de retrouver le premier rang incontesté dont elle rêve ?

UNE MASCARADE, MAIS UN MESSAGE CLAIR POUR LE PROLÉTARIAT COMME POUR LES RIVAUX IMPÉRIALISTES

La politique américaine n'a pas attendu Trump pour se mettre en scène, mais la séquence des prochaines semaines s'annonce éclairante et chargée, avec la publication de cette note sur la nouvelle stratégie, une prochaine qui devrait faire la revue mondiale des forces américaines déployées dans le monde, avant qu'en janvier arrive le premier discours à la Nation du deuxième mandat du milliardaire. Si l'on passe sur les pages quelque peu risibles d'autocélébration, le cœur de ce document d'orientation concerne « la stabilisation des relations avec la Russie », la centralité des États-nations, et la lutte par la contrainte de tout contre-pouvoir potentiel aux intérêts de la bourgeoisie des États-Unis. Quant à sa forme, c'est celle d'un manifeste d'extrême droite. La presse européenne et les gouvernements se sont émus de la place subordonnée que la première puissance mondiale leur concède, relayant en boucle « l'effacement civilisationnel de l'Europe »... ni plus ni moins que les délires racistes contre l'immigration qu'on entend de plus en plus fort en Europe, chez des « élites » bourgeoises d'extrême droite à la Zemmour, et même bien plus largement.

LE LABORATOIRE LATINO-AMÉRICAIN

La géopolitique esquissée prétend à la simplicité, puisque tout devrait être soumis au développement de la puissance américaine. Le Moyen-Orient doit devenir une région marginale uniquement dépositaire de matières premières ; l'Afrique

dans son ensemble n'a pas un meilleur traitement. Les puissances impérialistes européennes sont englobées dans un « hémisphère occidental » estimé en déclin. Exit ! La capitulation de l'Ukraine sera négociée entre grandes personnes (États-Unis et Russie, tout en ménageant la neutralité chinoise). Reste l'Amérique latine, qui n'a même pas droit à un paragraphe dédié. C'est sans doute là que réside la clé de ce document : le traitement de l'Amérique latine a des airs de déjà vu. Le fond du document est l'extension de la doctrine Monroe, du nom d'un président des États-Unis et vieille de deux cents ans, réutilisée à l'occasion et selon laquelle, entre autres, les États-Unis sont chez eux de l'Alaska à la Terre de feu, pointe sud du continent sud-américain.

UNE UTOPIE RÉACTIONNAIRE

L'orientation de cette politique repose sur des principes simples, rigides mais solides comme du verre. Un impérialisme blessé et contesté est une bête dangereuse, personne n'en doute. Mais tout ce projet vise à faire vivre une utopie réactionnaire : un développement basé sur l'illusion qu'un monopole technologique assurerait un renouveau industriel et une domination mondiale. Bref un monde à sens unique avec un seul bénéficiaire. Pas sûr qu'il obtienne un assentiment général.

• 09/12/2025

Trumperies en tous genres !

LE PRIX DE LA PAIX DE LA FIFA, OU LA MÉDAILLE EN CHOCOLAT

À l'occasion du tirage au sort de la Coupe du monde de foot, Gianni Infantino a remis à son ami Trump un trophée créé pour l'occasion : le prix de la paix. Le patron du foot-business, qui s'apprête à vendre ses places 2 000 dollars en moyenne dans les stades d'Amérique du Nord l'an prochain, a voulu renvoyer l'ascenseur au patron de l'impérialisme américain, avec un geste qui ne lui coûte rien. La Fifa a assuré dans un communiqué que ce nouveau trophée n'était pas créé sur mesure pour Trump, mais serait décerné chaque année - on vérifiera l'an prochain.

RWANDA-RDC : CE QUE VAUT LA PAIX DE TRUMP

Les présidents du Rwanda, Paul Kagame, et de la République démocratique du Congo (RDC), Félix Tshisekedi, ont signé le 4 décembre un accord de paix, sous la supervision de Trump. Il prévoit un cessez-le-feu, le désarmement des milices, notamment le M23 soutenu par le Rwanda, un retour des déplacés... Et, surtout, un accès pour les États-Unis aux ressources minières de la RDC, notamment au coltan, essentiel à la fabrication de batteries électriques. Ce qui n'empêche que le 5 décembre, des bombardements ont eu lieu dans la zone sous contrôle du M23, à la frontière des deux pays, forçant des centaines d'habitants à fuir.



UN AN APRÈS LA CHUTE DE BACHAR EL-ASSAD, LES ISLAMISTES TENTENT D'IMPOSER LEUR POUVOIR EN SYRIE

Le 8 décembre 2024, la dictature dynastique du clan Assad s'effondrait sous le poids de sa corruption et des cadavres accumulés pour se maintenir face au Printemps syrien. Un an plus tard, le peuple syrien subit toujours la faim (aggravée par une sécheresse historique), la répression et le joug des milices - sous la bénédiction des puissances occidentales, qui soutiennent le pouvoir islamiste à Damas.

Il n'aura fallu que quelques semaines pour que le nouveau pouvoir syrien montre son vrai visage. Alors que la chute de Bachar el-Assad ouvrait un champ de possibilité pour les jeunes et travailleurs de Syrie, HTC s'est empressé de procéder à des massacres méthodiques contre les populations alaouites, sous prétexte d'éliminer une « insurrection » pro-Assad, début mars. Aux quelques milliers de civils alaouites exécutés s'est ajouté un climat de terreur sur l'ensemble du territoire contrôlé par HTC, qui lorgne sur les régions administrées par les mi-

liciens druzes (soutenus par Israël comme la corde soutient le pendu) et kurdes (progressivement abandonnés par les États-Unis).

Mais le président « par intérim » al-Sharaa est invité à la Maison-Blanche. Trump souhaite que « la Syrie réussisse » sous la direction d'un « leader très fort [...] au passé difficile ». Message entendu de la part des chancelleries occidentales qui lèvent progressivement les sanctions érigées contre la Syrie d'el-Assad ou les terroristes d'hier. Aussi bien pour débayer les barrières entravant le marché de reconstruction de la Syrie (estimé à plusieurs centaines de milliards de dollars) que pour donner les moyens aux islamistes « modérés » d'HTC de « stabiliser » le pays, c'est-à-dire le placer sous leur coupe... pour le compte de l'ordre impérialiste.

STEFAN INO • 09/12/2025

1 <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2025/12/2025-National-Security-Strategy.pdf>

Visite en Chine : les piteuses gesticulations de Macron

Si Macron a cherché à passer pour un messenger de la paix en Ukraine, son voyage officiel en Chine a surtout été une histoire de gros sous. Pas moins de 35 représentants de grandes entreprises (Airbus, BNP Paribas, Schneider, Alstom, Suez, Veolia, Andros, Danone...) faisaient ainsi partie de la délégation à Pékin. Avec en ligne de mire la négociation de nouveaux contrats d'investissements sur place et l'allègement des sanctions chinoises – notamment contre le porc et le cognac – pour que le patronat français puisse continuer à produire en Chine et à y croquer des parts de marché. « *La Chine frappe le cognac européen, mais épargne, sous condition, les géants français Pernod Ricard et Rémy Cointreau* », se rassurent *Les Échos*.

Peu important la surexploitation des travailleurs chinois, l'absence de quelconques libertés démocratiques ou la répression des minorités au Tibet et au Xinjiang... tant que les profits sont au bout.

Une fois rentré en France, Macron fait pourtant son petit Trump et menace à son tour la Chine d'une hausse des droits de douane : les produits français en Chine, oui, mais les produits chinois en France, non. Produisons français ! Comme si les patrons chinois étaient responsables des centaines de

plans de licenciement qu'organise le patronat français, pour grossir son magot en faisant bosser moins nombreux mais plus intensivement ! À rebours de cette fibre patriotique agitée pour opposer entre eux les travailleurs et mieux les exploiter, notre espoir et notre solidarité sont pour les 3 000 ouvrières de l'usine Yilisheng à Shenzhen en Chine, actuellement en grève contre des baisses de salaire.

BORIS LETO • 09/12/2025

Terribles inondations au Sri Lanka et en Indonésie

Les premières estimations des inondations récentes au Sri Lanka et en Indonésie font état de plus de 1 800 morts et de centaines de disparus. Plus de 2,5 millions de personnes ont été affectées, 290 000 personnes ont été déplacées. L'état d'urgence a été décrété par le président. La gestion capitaliste de l'environnement, déforestation massive, exploitations minières illégales dans de nombreuses régions, est la cause de l'augmentation de la fréquence et de la force des phénomènes climatiques.

Les médias insistent sur la réaction divergente des gouvernements indonésien et sri lankais. Le premier hésite à déclarer l'état de catastrophe nationale et à solliciter l'aide internationale. La coalition au pouvoir au Sri Lanka, le Front de libération du peuple (JVP), qui se réclame du « marxisme-léninisme », a fait appel aux impérialismes régionaux comme l'Inde, ou mondiaux comme la Chine et les États-Unis pour fournir des secours... Mais quand on sait que ces puissances se bat-

taient déjà pour avoir chacune un bout de l'économie sri-lankaise, comment ne pas penser que leur charité a des arrières-pensées ?

Selon un militant du Frontline Socialist Party (FSP, scission du JVP des années 2010) exilé en France, avant les inondations, quand la gauche révolutionnaire critiquait le pouvoir, la majorité des classes populaires répondait : « *Laissez-les faire d'abord, vous critiquerez ensuite !* » Force est de constater que le cours néolibéral du président Aruna Kumara Dissanayaka, qui a nommé un comité de gestion des secours comprenant des milliardaires et des grands patrons, ne crée pas les conditions propres à faciliter les secours.

STAN MILLER • 09/12/2025



RÉACTIONNAIRES À LA TÊTE DE L'ÉTAT ISRAËLIEN : LA MORT EST LEUR EMBLÈME

Quatre membres d'extrême droite du Parlement israélien, dont le ministre de la Sécurité nationale Ben Gvir, sont arrivés à une réunion parlementaire en arborant fièrement des pin's en forme de nœuds coulants. Le débat portait sur une loi rétablissant la peine de mort. Elle avait été débattue une première fois en novembre dernier, visant exclusivement les Palestiniens. Il s'agit pour Ben Gvir et son parti, pointe avancée de l'offensive génocidaire de l'État criminel d'Israël, d'encourager officiellement les pires violences : depuis deux ans et demi que Ben Gvir est ministre, 110 Palestiniens sont morts dans les prisons israéliennes, contre 187 entre 1967 et 2007. Ce ministre vient de défendre l'exécution sommaire de deux jeunes Palestiniens par des soldats israéliens en Cisjordanie et deux enfants ont encore été abattus par un drone israélien dans le nord de Gaza. Chaque jour, l'armée israélienne continue de bombarder la bande de Gaza, la Cisjordanie et le sud du Liban.

Netanyahu vient d'annoncer que la « zone tampon » établie par le plan Trump serait désormais occupée par Israël, comme la région située entre le plateau du Golan annexé et le reste du territoire syrien, y compris la partie syrienne du mont Hermon. Une zone qui a été visée par des dizaines de bombardements et d'incursions militaires depuis la chute de Bachar el-Assad.

Les grandes puissances, Trump en tête, n'en contiennent pas moins à soutenir sans complexes Israël dans cette avancée coloniale et dans sa volonté de nettoyage ethnique. Le 29 novembre dernier a été une journée de nouvelles manifestations, dans divers pays et villes du monde, contre ces brigands et bourreaux contre les peuples. Pour toutes celles et ceux qui ont manifesté, il est évident qu'on continuera, tant qu'il le faudra !

ÉDOUARD MCBEYNE • 09/12/2025

Algérie : Christophe Gleizes face à une machine juridique répressive

À moins d'une grâce présidentielle, le séjour de Christophe Gleizes en prison risque d'être long. Le tribunal de Tizi Ouzou vient de le condamner, ce 3 décembre, à sept ans de prison pour « apologie du terrorisme » et « atteinte à l'unité nationale ».

Des motifs farfelus et ubuesques que les tribunaux algériens invoquent souvent pour écrouer des militants et de simples citoyens pour des avis politiques.

L'ARTICLE 87 BIS, QUI A BROYÉ CHRISTOPHE GLEIZES

Au cœur de cette machine à broyer et qui a alourdi la peine du journaliste sportif Gleizes, il y a le liberticide article 87 bis du Code pénal.

L'affaire était pourtant simple : Christophe Gleizes, journaliste sportif, collaborateur de la revue *So Foot*, s'est déplacé en Kabylie pour mener son enquête sur le club phare de la région, en l'occurrence la Jeunesse sportive de Kabylie (JSK).

l'accusation pour terrorisme, tellement vague et élastique, peut être brandie contre n'importe quel militant, syndicaliste ou citoyen. Et Christophe Gleizes en paie chèrement le prix

Le seul reproche que pourraient lui faire les autorités, est de mener un travail d'enquête journalistique sans demander une accréditation. Ce qui est considéré comme délit dans la loi algérienne, mais punissable d'une simple amende.

Alors par quel miracle une si banale affaire bascule-t-elle soudainement dans une tout autre dimension, celle du

« terrorisme » et de « l'atteinte à l'unité nationale » ?

Un simple contact du journaliste avec un membre du Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie (MAK), toujours dans le cadre du sport aura apparemment suffi. Depuis 2022, et en vertu de l'article 87 bis, cette organisation nationaliste kabyle (proclamée en 2001) est classée comme organisation terroriste aux côtés de Rachad, une organisation d'obédience islamiste.

Au-delà des divergences avec ces deux organisations réactionnaires à combattre politiquement, il est nécessaire de souligner la dangerosité d'un tel article dont l'accusation pour terrorisme, tellement vague et élastique, peut être brandie contre n'importe quel militant, syndicaliste ou citoyen. Et Christophe Gleizes en paie chèrement le prix avec une peine injuste, assurément alourdie par le climat de tensions diplomatiques et de suspicion qui règne entre les deux États algérien et français depuis maintenant deux ans.

UN CONTEXTE DIPLOMATIQUE QUI NOURRIT LA SUSPICION

Le contexte entourant cette affaire a aussi pesé de son poids et déterminé le jugement. Cela fait deux ans que les deux États s'adonnent à un échange d'accusations et parfois d'invectives, allant jusqu'à l'expulsion d'ambassadeurs et de diplomates. Ce climat de tension et de suspicion a joué contre Christophe Gleizes qui se retrouve pris dans ce piège.

Il n'y a pas lieu que des citoyens paient le prix des frictions de leurs dirigeants. L'arbitraire ne vise pas que des ressortissants ou binationaux français. Certains militants syndicalistes algériens le subissent aussi, pour des faits de grève. Nous joignons notre voix à toutes celles qui appellent à la libération de Christophe Gleizes et de tous les hommes et femmes détenus politiques qui croupissent encore dans les prisons en Algérie.

CORRESPONDANTS • 09/12/2025

Dossier

Gen Z : UN SOUFFLE RÉVOLUTIONNAIRE EN SUSPENS

« de profondes révoltes sociales et politiques, déclenchées et portées par la jeunesse, ont touché de nombreux pays »

Au cours des dix-huit derniers mois, de profondes révoltes sociales et politiques, déclenchées et portées par la jeunesse, ont touché de nombreux pays : Serbie, Bangladesh, Népal, Kenya, Indonésie, Pérou, Tanzanie, Madagascar, Maroc... Ces mouvements de masse, qui ont fait face à une répression extrêmement violente, ont soulevé l'enthousiasme de toutes celles et ceux qui n'en peuvent plus de ce système qui compte de plus en plus de milliards, mais condamne à la pauvreté la grande majorité.

Au-delà de certaines spécificités locales, tous ces mouvements ont révélé une même révolte profonde dans la jeunesse, qu'elle soit étudiante, privée d'un avenir à la hauteur de ses espérances, ou ouvrière, frappée par la dégradation brutale de ses conditions d'existence. Une révolte qui s'est tournée en premier lieu contre les dirigeants au pouvoir, dont la brutalité n'a d'égale que la servilité à l'égard des intérêts des multinationales et des bourgeoisies impérialistes. Les dictateurs en place n'ont eu parfois que quelques heures pour fuir leur palais, quand d'autres ont été exfiltrés grâce à l'intervention de la puissance impérialiste tutélaire dans l'optique que « tout change pour que rien ne change ». Ces révoltes se sont encouragées les unes les autres, avec la conscience d'entretenir un lien entre elles, notamment à travers l'utilisation de symboles communs, spécifiques à la « génération Z ».

Cette capacité, pour une génération qui ne voit pas d'avenir dans cette société, à sauter à la gorge de l'ordre capitaliste, à s'affronter courageusement aux États qui le servent et à tenter de transformer le monde qui l'entoure, rappelle les soulèvements et les révolutions dans le monde arabe au début de la décennie 2010. Moins que jamais la révolution n'est une notion abstraite, qui appartiendrait à un passé révolu. Mais comme il y a quinze ans, le chemin qui mène de la révolte à la révolution est semé d'embûches, d'autant plus lorsqu'il n'existe aucune organisation communiste révolutionnaire implantée. Une organisation non seulement capable d'affirmer qu'aucune force bourgeoise autochtone ne pourra représenter une alternative à la gabegie engendrée par le pillage et l'économie impérialistes, mais capable aussi de proposer une stratégie révolutionnaire à la hauteur des enjeux : en finir avec la propriété capitaliste.

Pour rappeler notre solidarité internationaliste avec ces révoltes de la jeunesse, qui sont des encouragements et des leçons essentielles pour notre classe partout dans le monde, voilà un point d'étape à travers les exemples du Népal, de Madagascar, du Maroc et du Pérou. Avec évidemment le souci de nos propres responsabilités : nouer des liens politiques internationalistes et œuvrer au regroupement des forces révolutionnaires au niveau international.

MARIE DAROUEN • 09/12/2025

Népal : une pause dans la révolte ?

Mi-septembre, les émeutes massives au Népal ont mené à la dissolution du Parlement, au renversement du gouvernement de K.P. Sharma Oli et à la mise en place d'une nouvelle dirigeante, Sushila Karki, issue de la Cour suprême, en charge d'organiser de nouvelles élections. Lorsque le Népal est aujourd'hui évoqué par la presse, c'est pour vanter sa démocratie en pleine éclosion : 120 organisations se présentent aux élections du 5 mars 2026, dont une quarantaine nouvellement fondées, les listes comptent 850 000 néo-inscrits...

Pourtant, de nouvelles manifestations désignent la nouvelle dirigeante comme « KP Oli 2.0 », la nouvelle version de son prédécesseur.

Le nouveau pouvoir ignore les groupes et figures de la Gen Z qui demandent justice pour les victimes de la répression (au moins 76 morts début septembre), des poursuites contre l'ancien dirigeant et son ancien ministre de l'Intérieur, des sanctions contre les corrompus. Les contestations, bien que moins massives, n'ont pas cessé depuis mi-septembre. Plusieurs couvre-feux ou interdictions de manifestation ont à nouveau été imposés.

ÉTAT BOURGEOIS 2.0

Dès septembre, la diplomatie française vantait la nomination de Karki comme « une étape importante pour une stabilisation de la situation politique » : une « stabilité » à

PÉROU : LES MOBILISATIONS ONT FAIT TOMBER BOLUARTE, ET APRÈS ?

La vague de mobilisations de la jeunesse du Pérou contre un projet de réforme des retraites avait fait reculer le gouvernement. L'entrée en scène des conducteurs de bus de Lima, révoltés par les extorsions dont ils sont victimes de la part de groupes criminels qui leur font perdre régulièrement leurs recettes de la journée, et les assassinats de ceux qui s'opposent à ce racket, avait été décisive dans la destitution de la présidente, Dina Boluarte, survenue le 10 octobre, après une grève des transports qui avait paralysé la capitale.

L'ampleur de la mobilisation du 15 octobre, malgré le rendez-vous manqué entre la Gen Z et les conducteurs de bus (les syndicats ayant levé leur appel à la grève au dernier moment), montrait que, malgré la destitution d'une présidente largement détestée, la colère restait intacte contre un personnel politique incapable de répondre aux besoins fondamentaux de la population.

Et depuis ? Le 14 novembre, plusieurs milliers de personnes ont à nouveau manifesté à Lima, mais moins que le 15 octobre et avec un caractère moins explosif.

Le nouveau gouvernement de José Jerí, qui prétend lutter contre le crime organisé avec l'état d'urgence, au-



MANIFESTATION AU NÉPAL, SEPTEMBRE 2025

nouveau louée dans un récent sommet entre l'Union européenne et le Népal. Mais Karki est elle aussi aujourd'hui accusée de népotisme. S'il est difficile de juger la profondeur de ces mises en cause, son chef de cabinet nomme bien ses proches aux plus hautes fonctions. Son projet visant à « orienter les manifestations de rue vers la table des négociations politiques » et à « transformer la colère des jeunes en énergie électorale positive », convainc-t-il ?

Depuis octobre, les tentatives de militants de la Gen Z, souvent issus d'ONG, de signer un accord avec l'État échouent. Les désaccords tiennent à la désignation du soulèvement de septembre comme un mouvement politique, mais surtout à la caractérisation de sa répression comme un « massacre »... ce que refusent, pour le moment, les représentants d'une transition accrochés à l'ancien régime. La commission d'enquête sur les événements des 8 et 9 septembre ne poursuit ni les forces de l'ordre ni les principaux profiteurs. Elle réserve son attention aux destructions de palais gouvernementaux et d'entreprises.

RÉVOLTE ET CONTRE-RÉVOLUTION

L'extrême droite, elle, demande un référendum pour le rétablissement de la monarchie ou la proclamation d'un État hindou. Et l'ancien parti au pouvoir, le CPN-UML, une fois les émeutes contenues, a saisi la Cour suprême pour faire annuler la dissolution du Parlement. Sans programme révolutionnaire ni militants pour le porter, l'audace d'une génération peut être contenue et une révolte réprimée. Des militants de la Gen Z affrontent dans la rue milices et provocateurs de l'UML qui tentent de les aggraver. C'est face à ce type d'adversité et dans des révoltes face à une démocratie qui n'en a souvent que le nom, que les consciences se forment.

KRIS MICLOS • 09/12/2025

rait-il convaincu ? Rien n'est moins sûr. Il apparaît largement que l'état d'urgence sert bien plus à réprimer les mobilisations qu'à lutter contre les extorsions. Après le meurtre d'un jeune manifestant par un policier en octobre, les arrestations et les gardes à vue de figures de la Gen Z se sont multipliées, un projet de loi propose de pénaliser le port du masque en manifestation et de sanctionner de 15 ans de prison l'usage d'articles pyrotechniques. Si la manifestation du 14 novembre a été autorisée, la veille le président du Congrès appelait les policiers à faire usage de leur arme de service. Le jour même, la police encerclait les principales universités, multipliant les contrôles d'identité, intimidations et arrestations préventives.

Les assassinats de travailleurs des transports n'ont pas cessé, commis par des tueurs gage circulant à moto... et le gouvernement impose le port du casque et d'un gilet réfléchissant aux deux-roues en prétendant lutter ainsi contre la criminalité. Aux gangs, le port d'un gilet, et à l'ensemble des travailleurs les amendes ! Les conducteurs de bus, de leur côté, n'ont eu d'autre choix que d'augmenter tous les tarifs de 50 centimes, pour compenser les pertes dues aux extorsions.

Si les secteurs qui se réclament de la Gen Z semblent désorganisés, les organisations syndicales professionnelles et étudiantes, qui pour certaines appelaient formellement à la manifestation du 14 novembre, n'ont pas véritablement cherché à étendre le mouvement, tout occupées qu'elles sont à négocier avec l'État et les partis, avec comme point de mire les élections d'avril prochain.

Reste que la colère profonde qui persiste dans de larges secteurs contre la pauvreté, la criminalité et la corruption, cherche encore les moyens de s'exprimer.

SABINE BELTRAND • 09/12/2025

La Gen Z Madagascar : deux mois après la révolution

Depuis le renversement de Rajoelina, le 11 octobre 2025 par un mouvement populaire, quelques personnalités importantes de l'ancien régime sont inquiétées par la justice. Mais l'essentiel des députés et personnel de l'ancienne coalition présidentielle sont toujours en poste. Certains sont même devenus ministres ! Selon le plan du Premier ministre, le banquier Herintsalama Rajaonarivelo, le processus de « refondation » du pouvoir doit durer deux ans, avec un gouvernement civil encadré par le président-colonel Randrianirina. Le nouveau pouvoir promet à cette échéance une nouvelle Constitution.

LA BOURGEOISIE INTERNATIONALE A VITE ADOPTÉ LE NOUVEAU RÉGIME

Dès son investiture le 17 octobre, Randrianirina a tenu à « rassurer les partenaires techniques et financiers » et à donner des gages pour l'instauration d'un « climat des affaires apaisé ». Les institutions internationales et les capitalistes l'ont pris au mot. L'Union africaine a réintégré Madagascar dans ses instances. La Banque africaine de développement et le FMI, deux bailleurs de fonds importants pour Madagascar, ont rencontré le ministre de l'Économie le 28 novembre pour discuter infrastructures, filière agricole et budget de l'État. La Banque mondiale a confirmé maintenir tous ses crédits. Macron s'est positionné comme partenaire potentiel du nouveau pouvoir, ce qui a fait revenir Randrianirina sur ses déclarations concernant la fuite de Rajoelina grâce à un avion militaire français. Celle-ci n'est désormais plus « confirmée ».

LE GOUVERNEMENT PROMET ET SÈME LES ILLUSIONS DE LA DÉMOCRATIE PARLEMENTAIRE

D'un côté, la Gen Z se méfie du nouveau pouvoir et organise des conférences dans plusieurs villes pour maintenir la contestation. Elle demande une enquête judiciaire indépendante sur la mainmise depuis des années des milliardaires Hiridjee et Akbarali sur l'énergie électrique. Elle demande la poursuite de Rajoelina pour corruption et haute trahison. Elle dénonce la corruption de la Commission électorale nationale indépendante, censée organiser les prochaines élections dans deux ans. Mais d'un autre côté, elle joue le jeu des institutions. Certains jeunes ont même été reçus à leur demande par le ministre de l'Industrialisation afin d'apporter leur solution « au cœur du gouvernement ».

Le nouveau régime se contente de lancer de la poudre aux yeux en promettant des poursuites judiciaires, en promettant des changements dans l'approvisionnement en eau et en électricité, en promettant... que des promesses !

Pourtant, les promesses font encore mouche. L'espoir dans les changements, la qualité de vie et la fin de la corruption domine encore largement chez les jeunes, engagés ou non. Mais beaucoup sont méfiants. En bref, on « attend de voir ». Les anciennes têtes sont encore aux commandes. Or, la force de la lutte qu'a suscitée le renversement de Rajoelina est encore vivante. La Gen Z pourrait rappeler à des manifestations et les Malgaches se révolter à nouveau, cette fois-ci contre l'ensemble des politiciens en place.

ARVO VYLTT • 09/12/2025

Maroc : une répression qui montre la peur des classes riches face à la révolte de la jeunesse

Mercredi 3 décembre, le tribunal de Marrakech a condamné, sous prétextes de vandalisme et de trouble à l'ordre public, 29 manifestants arrêtés lors de la révolte de la Gen Z 212 à Aït Ourir, ville au chômage très élevé, près de Marrakech. Il a asséné un total de 55 années de prison (dont quatre manifestants condamnés à cinq ans) et 2,6 millions de dirhams (240 000 euros) d'amendes à verser à l'État, à la police et à deux banques qui se sont déclarées victimes. Depuis les révoltes de la Gen Z de septembre-octobre, où plus de 3 000 manifestants avaient été arrêtés, 1 500 sont trainés en justice. Les peines sont montées jusqu'à quinze ans de prison ferme pour trois manifestants au tribunal d'Agadir fin octobre, et une peine de vingt ans de prison à Salé, où trois manifestants avaient été abattus par les forces de l'ordre le 2 octobre.

Le régime fait payer la peur qu'ont suscité pour lui les révoltes de la jeunesse. Il a bien raison d'avoir peur. Car c'est un mécontentement profond de toutes les couches pauvres de la société qu'exprimait ce mouvement qui a embrasé plusieurs villes du pays, du 27 septembre à la mi-octobre. Aujourd'hui, face à la répression le mouvement semble surtout réduit à l'activité d'une coordination pour la libération des prisonniers, qui appelle à des manifestations le 10 décembre, auquel fait écho, à Paris, l'appel à un rassemblement aussi le 10 décembre, lors de la journée mondiale des droits humains pour la libération de tous les détenus au Maroc. Mais toute une nouvelle génération de jeunes sortis de leur fac ou de leur lycée a appris le chemin de l'action collective, pas seulement pour le droit à l'éducation et à la santé, mais aussi contre les inégalités sociales et la corruption du régime.

Alors que la répression s'abattait sur les manifestants, le 9 octobre à Dakhla, siège de l'administration marocaine du Sahara occidental, s'est tenu le « Forum économique Ma-

roc-France ». Quarante chefs d'entreprise français étaient là, derrière le vice-président du Medef venu saluer la « dynamique impressionnante » de ce vaste territoire côtier saharien, entouré de barbelés et d'une zone militaire de cinq kilomètres de large pour la protéger des autonomistes sahraouis. La porte leur avait été ouverte il y a un an, lors de la reconnaissance officielle par Macron de la souveraineté du Maroc sur cette région, malgré les revendications autonomistes.

Les jeunes qui ont découvert la contestation politique ont du chemin à faire vers les idées révolutionnaires et leur lien avec la classe ouvrière marocaine.

La Gen Z marocaine a bien du pain sur la planche. Les jeunes qui ont découvert la contestation politique ont du chemin à faire vers les idées révolutionnaires et leur lien avec la classe ouvrière marocaine. Nous avons besoin de développer une bonne « Gen rouge » pour l'aider à balayer tout ce beau monde !

OLIVIER BELIN • 09/12/2025

Réintégration immédiate de Miguel, délégué syndical de la Coordination syndicale des travailleurs d'Andalousie

La chaîne Explotaciones Hoteleras Nazaríes, qui gère deux hôtels à Grenade, a licencié le délégué syndical de la Coordination syndicale des travailleurs d'Andalousie (CSTA) pour avoir organisé un syndicat au sein de l'hôtel.

Ce n'est pas la première fois que cette chaîne réprime des travailleurs pour s'être organisés et avoir défendu leurs droits. En 2024, le propriétaire, Francisco Javier Martín Alcaide, dit « Nene », a licencié trois femmes de chambre moins de 24 heures après l'annonce de la création d'une section syndicale de la CSTA. « Nene », ancien joueur, est l'ami et l'associé de Luis Rubiales, ex-président de la fédération espagnole de football qui, lui, est tristement célèbre pour avoir embrassé de force Jenni Hermoso, joueuse de la sélection, et a été condamné en avril dernier pour agression sexuelle. Il est aussi accusé d'avoir détourné jusqu'à 3,8 millions d'euros de la fédération espagnole au profit de sociétés détenues par son ami et associé « Nene ».

La chaîne hôtelière payait les femmes de chambre bien en dessous du salaire prévu par la convention collective de l'hôtellerie de Grenade, car « Nene » prétendait ne pas avoir assez. En avril 2024, la police a effectué une descente à l'hôtel Dwo Urban Granada, car « Nene » était soupçonné d'être impliqué dans une affaire de corruption. Elle a trouvé plus de 300 000 euros cachés dans des coffres-forts.

Après plusieurs mois de mobilisation, l'entreprise a dû ré-

intégrer les trois employées, appliquer la convention collective et verser les salaires dus.

Le 4 décembre, « Nene » a pris la même mesure répressive contre le délégué de la CSTA. Dès le 17 octobre, une semaine après l'annonce de la création de la section syndicale, il avait commencé à infliger des avertissements pour des raisons invraisemblables.

Depuis, l'entreprise a tenté de surcharger de travail le délégué syndical afin qu'il quitte son poste. Elle n'y est pas parvenue et elle a fait l'objet d'une plainte auprès de l'Inspection du travail. La CSTA va faire appel du licenciement, exiger son annulation et lancer une campagne contre la chaîne hôtelière, jusqu'à ce que notre collègue soit réintégré.

Si l'on touche à l'un d'entre nous, on touche à tous.

Assez de répression syndicale !

LE SECRÉTARIAT PROVINCIAL
DE LA CSTA • 05/12/2025

¡Miguel, readmisión!

No a la represión sindical, ningún despido sin respuesta

La cadena Explotaciones Hoteleras Nazaríes
(Hotel Dwo Urban Granada y Hotel Checkin Urban Nevada)
despide al delegado de la sección sindical por sindicarse

Concentración - jueves 11 DIC - 19h
frente al Hotel Dwo Urban Granada (Camino Ronda, 107)
junto con las camareras de piso en lucha



PLUS QUE JAMAIS : « JUSTICE POUR DORIS » !



Le 23 mars 2023, lors d'une manifestation contre la réforme des retraites à Rouen, notre collègue Doris, AESH et syndicaliste, avait eu le pouce arraché après avoir été touchée par une grenade assourdissante GM2L tirée par les policiers déployés en bas de la rue Jeanne d'Arc. On a appris il y a quelques semaines que l'actuel procureur de la République de Rouen avait classé l'affaire en avril dernier estimant que la police avait fait un « usage nécessaire et proportionné d'une arme ». Peu importe pour cette justice de classe que, ce jour-là, aient été tirées sept de ces grenades GM2L, classées « matériel de guerre » et mises en service en 2020 en remplacement de la GLI-F4, elle-même retirée de l'arsenal des forces de l'ordre après le tir mortel contre Rémi Fraisse à Sivens. Peu importe que des dialogues entre policiers aient été enregistrés montrant une volonté de « faire déguerpir » les manifestants par l'usage de ces armes. Si on précise que l'essentiel de l'enquête a été dirigée par l'ancien procureur de Rouen, Frédéric Teillet désormais en poste à Rennes et récemment pointé du doigt pour son inaction dans le dossier de l'exploitation des vidéos de caméras-piétons de gendarmes à Sainte-Soline, on boucle la boucle : Doris mutilée à vie et impunité pour l'Etat bourgeois. De notre côté, on n'oubliera pas, on ne pardonnera pas.

CORRESPONDANTS • 09/12/2025

Seuls les travailleurs ont les solutions face aux conflits dans les transports en commun

Le sujet de la sécurité dans les transports en commun est un des moyens favoris de l'extrême droite pour faire de la surenchère raciste, ce qui profite bien aux patrons du transport. Quand les médias le traite, via des faits divers sordides, tournés de façon répugnante, il sert de prétexte au gouvernement pour imposer des mesures sécuritaires qui non seulement divisent les travailleurs du transport mais ajoutent des couches de violence.

Ce sujet est présent dans la tête de nombreux conducteurs : il arrive d'entendre qu'il y a dix ans, les « gens » étaient plus respectueux, qu'il y avait moins de conflits. Pourtant, trop peu d'études se sont penchées sur la question, et les rares données qui existent sont à prendre avec des pincettes. Ainsi, une enquête interne de la RATP mentionne certes une augmentation du pourcentage d'agressions de conducteurs, mais le fait pour imposer le port de caméras embarquées... dans un contexte de chasse aux signes d'appartenance religieuse, où la direction fait preuve de bon nombre de préjugés racistes !

Pourquoi alors un tel ressenti ? Dans un contexte où les agressions de tout type (entre usagers surtout) ont baissé de 8 % entre 2023 et 2024, mais où les usagers interviennent d'eux-mêmes dans 23 % des cas (contre même pas 10 % il y a encore dix ans), c'est sans doute le seuil de tolérance à ces agressions qui a drastiquement chuté. Ceci d'autant plus que les « incivilités » sont paradoxalement mieux répertoriées aujourd'hui.

Mais, justement, ce terme est loin de recouper

« Contre cette gestion et ses conséquences, les travailleurs ont bien des revendications et des solutions à faire valoir par leurs luttes. »

une même réalité ! Entre des insultes plus « policées » venant des bourgeois - oui, ils prennent aussi les transports en commun -, qui reflètent leur mépris de classe, et celles venant des milieux populaires et de travailleurs après une journée de travail, il y a tout un monde ! De plus, les multiples causes de ces conflits (services supprimés, offres insuffisantes, bus bondés) ont, de près ou de loin, trait à la gestion capitaliste des transports en commun et du développement de l'offre.

Contre cette gestion et ses conséquences, les travailleurs ont bien des revendications et des solutions à faire valoir par leurs luttes : le retour des médiateurs, formés au désamorçage des conflits (un rôle que les contrôleurs pourraient remplir), la gratuité des transports en commun, un développement rationnel de l'offre (allant de pair avec la question urbaine des périphéries où vivent la majorité des travailleurs).

LENY BOLZEN • 09/12/2025

À ArcelorMittal ou ailleurs, nationalisation ou pas, seule la lutte coordonnée des entreprises menacées permettra de garantir les emplois !

Le vote à l'Assemblée nationale favorable à la nationalisation des sites français d'ArcelorMittal a surpris jusqu'aux promoteurs du projet. La CGT a été soutenue par la gauche, LFI en tête, pour porter une lutte d'autant plus « symbolique » que parlementaire et utile à ses ambitions électorales. Le succès, qu'on le veuille ou non, a été permis par l'abstention du RN et les 365 députés qui n'ont pas pris part au vote.

SURENCHÈRE NATIONALISTE DE LA GAUCHE

Conscient de la confusion des genres, Mélenchon n'a pu que multiplier les superlatifs. Vendant la peau de l'ours et sachant qu'on ne le tuera pas à coup de vote parlementaire, il proclame le soir même : « Cette nuit, une page d'histoire à l'Assemblée nationale ! », taisant que ce sera au Sénat de valider le vote de l'Assemblée, ce qu'il ne fera très probablement pas.

Le 4 décembre lors d'un meeting de Charleville-Mézières, Mélenchon a crié victoire, fier de rivaliser avec le « patriotisme » du RN et de brandir le mythe d'une sidérurgie française jadis « première d'Europe » : Usinor, ancêtre d'Arcelor, recapitalisé sur nos impôts, mais bientôt colonisé par « un Hindou », Mittal, venu « nous » dire (à « nous » les Français) « ce que nous devons faire ».

UN VOTE QUI NE DÉMASQUE PERSONNE

Si la nationalisation avait été le résultat de la lutte des ouvriers d'ArcelorMittal, le vote à l'Assemblée aurait eu une autre signification. En juin dernier cependant, au rassemblement à Dunkerque, des militants syndicaux expliquaient combien la revendication de la « nationalisation » avait du mal à prendre auprès des salariés.

Ce projet de loi pour une nationalisation se situe dans les limites du sauvetage de la sidérurgie française, c'est-à-dire des profits. Avec 1,8 milliard de subventions rien que ces deux dernières années, l'État pourrait se dire déjà propriétaire des sites français - mais le projet prévoit de donner 3 milliards de plus à Mittal. Le texte ne garantit rien en termes d'emplois, ce qui est pourtant, de l'aveu du porte-parole de la CGT ArcelorMittal, Gaëtan Lecoq, la revendication des ouvriers : « Nous, ce qu'on veut, ce n'est pas l'aumône, c'est garder nos emplois. »

MÊME VALIDÉ AU SÉNAT, LE PROJET DE LOI NE GARANTIT AUCUN MAINTIEN DES EMPLOIS

Or tout le monde le sait, aucune nationalisation n'a jamais garanti le moindre emploi. Ni le changement de propriétaire, ni un vote parlementaire : seule la lutte des ouvriers rejointe

par ceux de tout le pays le pourrait !

Sous régime capitaliste, l'État propriétaire se comporte comme tout capitaliste : quand il nationalise (totalement, partiellement ou momentanément), c'est seulement pour socialiser les pertes, restructurer et prendre en charge les licenciements, quitte ensuite à repriver les gains... En 1978, l'État a ainsi effacé les dettes des barons de l'acier comme Wendel. En 2012, Hollande, qui avait promis de sauver ArcelorMittal Florange avant son élection, déclarait : « On aurait nationalisé, on aurait dû fermer nous-mêmes ». Son Premier ministre ajoutait : « L'histoire de la mine, de l'acier, de la sidérurgie s'est soldée par des dizaines de milliers d'emplois supprimés, y compris quand la sidérurgie était nationalisée. »

Même si la loi était validée par le Sénat, rien ne garantirait que l'État ne vide pas les sites de Basse-Indre, Montataire, Florange et même ceux de Dunkerque, Fos-sur-Mer ou Mardyck, pour mieux rentabiliser les seconds et finalement fermer les premiers ! On peut maintenir temporairement des sites pour mieux les vider, but avoué de la direction de Stellantis concernant Poissy.

NATIONALISATION DANS LES LIMITES DU CAPITALISME ?

Les détracteurs du projet de loi ont donc quelques raisons d'objecter. La direction du groupe rappelle que les aciéries de Dunkerque et Fos-sur-Mer « livrent moins de 30 % de leur production en France, en raison de la désindustrialisation ». Elle prévient qu'en cas de nationalisation, les branches non françaises rivaliseraient pour les marchés : « Florange travaille certes pour les usines de Stellantis dans l'Est mais aussi pour Mercedes. » Tiens donc ! L'acier dépend de l'automobile qui licencie en masse...

Une raison supplémentaire pour les travailleurs de mener un combat commun mais une manière pour les patrons de renvoyer aux décisions de la Commission européenne qui a voté un premier volet de mesures protectionnistes contre les concurrents chinois (50 % de taxe à l'importation) et qui réserve un deuxième volet pour des subventions massives à la décarbonation. Organisations syndicales et partis de gauche s'accordent sur cette formule de Gaëtan Lecoq : « Le plan acier est en train de passer au Parlement européen. [...] Donc ça veut dire qu'il faut qu'on tienne la pression jusque là-bas. »



DANS LA LUTTE, LES TRAVAILLEURS ONT DES ALLIÉS PARTOUT ET AILLEURS QU'AU PARLEMENT !

Nationalisation ou pas, mesures protectionnistes ou pas, les alliés des travailleurs ne sont pas au Parlement (et certainement pas au RN), mais avant tout dans leurs propres rangs : ArcelorMittal, Stellantis, STMicroelectronics, Sanofi, Teisseire et tous leurs sous-traitants sont menacés de licenciements, fermetures et suppressions d'emplois. Si ces salariés trouvaient les moyens de prendre contact en vue de se coordonner, le rapport de force deviendrait national et de taille à faire plier les patrons de la sidérurgie, de l'automobile, de la chimie ou de l'agro-alimentaire, ainsi que tous les gouvernements et parlements à leur service.

LEO BASERLI • 09/12/2025

DÉBRAYAGES EN SÉRIE À DUNKERQUE ET MARDYCK

Depuis le 1^{er} décembre, les salariés d'ArcelorMittal de Dunkerque et de Mardyck ont lancé un mouvement de débrayages spontanés, sans appel syndical (la CGT se dit « dépassée »). Les NAO ont été la goutte d'eau qui a fait déborder le ras-le-bol dû aux plans de licenciements et aux conditions de travail (présence de bactéries responsables de la légionellose dans les douches...). La direction avait proposé une augmentation de 0,9 % alors que les dividendes pleuvent pour les actionnaires. Résultat : les deux sites fonctionnent au ralenti, au tiers de leur capacité. La direction a envoyé les chefs au boulot et a déjà convoqué une deuxième session de négociations pour que « le travail reprenne au plus vite » !

Triage de Sibelin : colère contre les suppressions de postes !

Sur cette gare de triage de la banlieue lyonnaise, la direction de la SNCF a décidé de supprimer deux postes à l'aiguillage, alors même que les travailleurs composent avec le sous-effectif depuis des années.

UNE DIRECTION À L'OFFENSIVE

Ces derniers mois, plusieurs indices, comme le management devenu plus agressif, laissaient penser que les chefs préparaient un mauvais coup... L'encadrement a lui-même fini par avouer qu'il avait gardé le

secret. Comme souvent, les patrons tentent de prendre les salariés par surprise. Un mois avant les congés de fin d'année, ils veulent faire de l'annonce un coup de massue sur la tête des travailleurs. Quand les aiguilleurs ont découvert le plan de la direction, c'est la colère qui a pris le dessus.

CONTRE LA RESTRUCTURATION, ORGANISER LA LUTTE !

L'annonce a été faite une semaine avant la journée de grève interprofessionnelle du 2 dé-

cembre. Une minorité d'aiguilleurs a proposé de ne pas attendre et de se saisir de cette occasion pour lancer la bagarre, au plus vite, contre le sale plan de la direction. Se mettre en grève le 2, c'était également un moyen de s'adresser à d'autres collègues, aiguilleurs ou non, qui partagent les mêmes problèmes. C'est dans tous les services que la SNCF décide de ne pas embaucher et de supprimer des postes !

Bien qu'encore minoritaires, les aiguilleurs qui ont fait grève le 2 ont proposé une politique claire. Il faut se battre au plus vite !

Aucune confiance dans la direction ! Et pour la faire reculer, il ne suffira pas de s'asseoir à sa table pour négocier !

La restructuration voulue par la direction est prévue pour le mois d'avril. Il reste donc quelques mois pour discuter entre collègues et convaincre que la voie la plus efficace, c'est la grève, construite à la base !

STANISLAS ERREN • 09/12/2025

LES POSTIÈRES ET POSTIERS DE PARIS 17 S'ORGANISENT SUR LA DURÉE EN COMITÉ DE MOBILISATION

Les postières et postiers de Paris 17 se sont organisés en comité de mobilisation pour bouger les lignes : non reconnaissance de l'exposition à l'amiante malgré la découverte de fibres dans l'air à des taux illégaux et des conditions de travail dégradées. La mobilisation est continue et les actions se succèdent : grève massive et rassemblement devant le CSE, rassemblement devant la médecine du travail, diffusion de tracts devant la mairie du 17^e d'une trentaine de collègues le mardi 9 décembre. Cette activité est organisée de manière collective et démocratique à la base dans le comité de mobilisation. Ce qui est possible à Paris 17 peut et doit l'être partout !

Taxe sur les petits colis, affaire Shein : une guerre commerciale menée avec la peau des travailleurs

Dans le projet de budget 2026, une large majorité du Sénat, de droite et de gauche, a décidé de porter à cinq euros une taxe sur les colis de faible valeur. Cette taxe qui va encore peser sur les budgets des classes populaires est présentée comme une entrave à ladite « concurrence déloyale » des plateformes chinoises Temu ou Shein, comme une mesure contre la « fast fashion », pour défendre l'environnement et même les droits des travailleurs surexploités. Rien que ça !

Les sénateurs s'entendent comme larrons en foire pour mettre en place une taxe protectionniste exigée par le patronat des groupes français et européens menant leur guerre commerciale : grande distribution, grands magasins, patronat du textile ou de la vente en ligne se sont alliés récemment pour engager une action devant les tribunaux contre Shein pour « concurrence déloyale ». De l'avis même d'associations écologistes qui demandaient une loi freinant la « fast fashion », cette taxe ne freinera rien du tout mais vise à favoriser les groupes comme Décathlon, Zara, Kiabi, Carrefour, ebay et bien d'autres qui exploitent tout autant des salariés en Chine, au Bangladesh ou au Vietnam. Jusqu'à LVMH qui saigne des travailleurs sans-papiers jusqu'à 90 heures par semaine dans des ateliers sous-traitants en Italie pour sa marque de luxe Loro Piana.

Depuis la rentrée, ce patronat mène une cabale contre l'installation de Shein au sixième étage du BHV du Marais à Paris, au nom d'un made in France et de normes européennes parées de toutes les vertus, du respect de la nature, des droits des consommateurs et des travailleurs. Or ces grands groupes n'ont pas attendu la concurrence chinoise pour supprimer des milliers d'emplois en France, 37 000 en dix ans, avec des chiffres d'affaires au plus haut.

Frédéric Merlin, PDG du groupe SGM qui a repris ce BHV et sept Galeries Lafayette, mène lui aussi sa petite guerre pour imposer Shein qui selon lui « sauverait » le magasin du Marais. Or, il y a supprimé 450 emplois en deux ans, mène la vie dure aux salariés et prétend avoir des problèmes de trésorerie pour payer les fournisseurs. Les marques qui viennent de quitter le magasin en poussant des cris patriotards, pour que leur image ne soit pas ternie aux côtés de « l'ultra fast fashion » chinoise, sont surtout parties à cause des impayés !

Du haut de ses 600 millions d'euros de fortune selon le magazine *Challenges*, de son amitié avec Nicolas Sarkozy avec lequel il a assisté à un match de la Ligue des Champions Frédéric Merlin a organisé une somptueuse fête de Noël rue de Rivoli malgré l'interdiction des élus de gauche de la mairie de Paris qui disent aussi être « entrés en guerre » contre Shein.

Ni les salariés du BHV, qui voient tous les jours leur situation se détériorer – jusqu'à ne plus avoir ni savon ni papier toilette dans le magasin ! – ni les travailleurs chinois déjà durement frappés par ces guerres commerciales, ne doivent rien attendre de ces capitalistes et de leurs larbins politiques qui ne défendent que leurs profits et leur place dans l'arène de la concurrence. S'ils veulent défendre leurs conditions de vie, ils devront mener la guerre à leurs patrons dont l'hypocrisie et la rapacité n'a pas de limites.

ANNE HANSEN • 09/12/2025

Ateliers SNCF de Quatre Mares : toutes les cases de la colère sont cochées

À Quatre Mares, près de Rouen, où l'on répare les moteurs et les bogies des TER normands et bretons, ainsi que les nez d'une grande partie des TGV, les cadences de travail ne font qu'augmenter depuis la mise en place de la concurrence dans le secteur ferroviaire. Désormais, c'est une dizaine de moteurs de toute taille qui sortent de l'atelier chaque semaine. Pour les TER, une rame complète est remise à neuf en une centaine de jours. Si la direction a recruté massivement ces dernières années pour honorer ses carnets de commandes, c'est surtout par le biais de l'intérim : plus de 300 sur un effectif de 800. Elle a également mis en place le « séquençage » dans l'organisation du travail.

Tout ressemble de plus en plus à l'usine, avec l'ambiance de répression qui va avec du côté des chefs, petits et grands, en premier lieu vis-à-vis des intérimaires. Pour eux, même quand la production est stoppée, il faut trouver du travail là où il y en a, sous peine de voir son contrat se terminer. C'est le cas dernièrement pour un mécanicien accusé de se reposer en salle de pause, pendant que toute son équipe était à l'arrêt forcé, et qui a été viré du jour au lendemain.

Et même pour les embauchés, au statut ou contractuels, la vie n'est pas rose. Quand on parle avec les collègues de nos salaires, on s'aperçoit bien souvent qu'on est au minimum des grilles qui ne font déjà pas rêver. Des accords « Classification et Rémunération » ont pourtant été signés en 2022, par la CFDT, l'Unsa et Sud Rail qui nous vantaient alors un changement sur nos fiches de paye. Mais cet accord met plutôt en valeur la « polyvalence », un gros mot pouvant se traduire par « travailler plus pour gagner plus ». Dans la réalité nos salaires

n'ont pas bougé depuis 2022. Alors, en échange, on a le droit à des « primes » et quelles primes ! 25 euros en chèque cadeau quand il n'y a pas d'accident avec arrêt de travail pendant 300 jours dans une équipe... sauf pour les intérimaires, qui sont en revanche pointés du doigt lorsque ce sont eux qui ont un accident qui fait « chuter » la prime.

Les accidents sont de toute façon monnaie courante dans l'atelier, entre des équipements trop peu entretenus et les cadences de folie. On en est déjà à trente accidents cette année dont la moitié n'ont pas fait l'objet d'arrêt... Pourtant, avec les résultats de la SNCF, 950 millions de bénéfices sur le premier semestre de 2025, ce n'est pas l'argent qui manque pour réparer les trains dans de meilleures conditions et augmenter nos salaires au moins de 400 euros pour tous. Pour que ces revendications prennent vie, il faut qu'on s'organise, qu'on reprenne le chemin de la grève. La première chose à faire est de ne pas laisser la direction virer nos collègues intérimaires comme des malpropres. Exigeons leur embauche immédiate et aucun salaire en dessous de 2 000 euros quel que soit notre statut.

CORRESPONDANTS • 09/12/2025

MUTILATION NE VAUT PAS CONDAMNATION

C'est en tout cas l'avis du procureur de la République qui demande un non-lieu dans l'affaire de l'éborgnement par un policier de Sébastien, cheminot syndicaliste à SUD-Rail, lors de la manifestation parisienne du 23 mars 2023 contre la réforme des retraites.

Pourtant, l'enquête démontre que Sébastien était juste en train de manifester et qu'il avait même les mains dans les poches au moment du tir de grenade. Quant au policier auteur des faits, il a été identifié et n'avait pas cru bon de signaler dans son rapport sur la manifestation qu'il avait eu recours à un tir. Mais comment s'étonner qu'un représentant de l'Etat, en la personne du procureur de la République de Paris, plaide pour le non-lieu dans pareil cas quand dans le même temps la justice classe sans suite les violences policières commises sur quatre personnes blessées grièvement lors de la manifestation à Sainte-Soline contre les méga-bassines et qu'un autre représentant de l'Etat, le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, porte plainte contre l'humoriste Pierre-Emmanuel Barré pour une chronique où sont dénoncées les violences policières ?

La nouvelle de l'éborgnement de Sébastien avait suscité colère et émoi chez les cheminots, en particulier chez celles et ceux qui connaissent personnellement ce militant infatigable et dévoué. Si la justice décidait de suivre le réquisitoire du procureur de la République, le combat pour lui rendre justice ainsi qu'à toutes les victimes de violences policières ne s'en arrêterait pas là, indissociable du combat pour changer ce monde d'injustices et de misère que les dirigeants maintiennent par la violence.

FRANCK ROUVIER • 09/12/2025

Orangina en lutte contre les licenciements



Alors que le site de La Courneuve (93) d'Orangina rapporte 120 millions d'euros de bénéfices par an, la direction centrale du groupe Suntory, deuxième groupe français de production de boissons non alcoolisées, a décidé de regrouper ce site en 2026 avec une autre usine pour atteindre 200 millions à terme.

Il est question dans un premier temps de licencier 49 salariés sur les 105 (dont 15 cadres et agents de maîtrise) que compte le site de La Courneuve et de proposer aux autres de déménager... dans le Loiret ! De nombreux travailleurs ont une ancienneté importante, la moyenne d'âge est de l'ordre de 40 ans, pas vraiment l'idéal pour repartir à zéro. Mais difficile aussi de retrouver du travail pour un ouvrier en Île-de-France.

L'annonce de la fermeture avait été faite dans le cadre d'un CSE central le 2 octobre. Le site de La Courneuve n'y était pas représenté et les délégués des autres sites ont donné leur accord pour la restructuration sans en informer les travailleurs courneuviens. Le 13 novembre une journée de grève a été organisée dans l'usine de Seine-Saint-Denis, reconduite le 14 et suspendue le lendemain avec l'ouverture de négociations.

Le 19 novembre, après un meeting à la Bourse du travail de La Courneuve, une manifestation a été organisée jusqu'au site d'Orangina. 90 personnes y ont participé, aussi bien des salariés, que des soutiens syndicaux et politiques (LO et NPA-R). Dans les trois autres sites français de cette entreprise (Donnery dans le Loiret, Meyzieu dans la métropole de

Lyon et Châteauneuf-de-Gadagne près d'Avignon), une grève de solidarité de deux heures a été menée le même jour.

Les ouvriers de la Courneuve ont des atouts dans le rapport de force. D'abord la direction compte sur eux pour former leurs collègues d'autres sites à la machine moderne de mise en bouteille qu'eux seuls savent utiliser. Au-delà de cette nécessité, chaque journée de grève coûte environ 150 000 euros au patron. La grève, c'est la force des travailleurs de la Courneuve mais c'est une force encore plus grande lorsqu'elle s'organise simultanément sur les quatre sites, dont pas un ne peut se rassurer en imaginant être épargné à l'avenir.

Les ouvriers de La Courneuve ne peuvent faire confiance à aucune solution institutionnelle, car l'État n'a que peu d'influence sur un groupe dont il défend en dernier ressort les intérêts. Les collectivités territoriales sont plus intéressées actuellement par un jeu électoraliste et ne peuvent pas faire grand-chose si ce n'est des déclarations. Les ouvriers ne peuvent compter que sur leurs propres forces et leur détermination pour arracher le maintien du site de production et sauver leur emploi. L'unité des quatre sites dans ce combat est absolument indispensable pour tenter de faire plier la direction du groupe si celle-ci constate qu'elle a plus à perdre à continuer le conflit qu'à céder.

PIERRE MATTEI ET
RAPHAËL PRESTON • 09/12/2025



Services publics rentables : les droits des salariés dans la balance des actionnaires

La Sevesc est une filiale du groupe Suez, qui gère l'eau potable et les eaux usées sur les Hauts-de-Seine et la zone de Versailles. Les 240 salariés, principalement de terrain, occupent des emplois auparavant tenus par des fonctionnaires territoriaux.

Depuis sa création en 1980, cette filiale n'a fait que grandir et gagner des contrats : au départ, l'eau potable de Versailles, Saint-Cloud et une quinzaine de communes de la zone ouest parisienne. Dans ces fiefs de la droite, les élus ont confié ce juteux marché qui s'ouvrait à un actionariat mixte : moitié Lyonnaise des eaux (aujourd'hui Suez), moitié Générale des eaux (aujourd'hui Veolia). Ce type d'arrangement s'est développé dans une douzaine de villes en France, et en 2010, les deux géants Suez et Veolia qui les avaient avalés ont dû y mettre fin et se disputer les contrats.

Depuis cette date, Suez a fait subir aux salariés de la filiale divers plans de mutualisation des services dits supports : RH, Compta, Sécurité, clientèle, ordonnancement, supervision, cartographie, tous regroupés au siège régional. Le loyer est directement payé aux actionnaires. Un paquet de fric qui s'ajoute aux bénéfices de la filiale, 10 millions d'euros par an pour seulement 230 salariés.

Aujourd'hui, Suez-Sevesc a perdu la gestion du contrat d'assainissement de la région de Versailles, et une trentaine de salariés doivent être transférés à la Saur, groupe qui détient 20 % du marché de l'eau privatisée en

France.

Comme pour toute perte de marché, les conditions de reprise sont minimalistes pour les salariés, et, sans bagarre, c'est le minimum de la convention collective nationale qui est appliquée... Quant à l'entreprise sortante, elle s'en lave les mains et peut licencier tous ceux qui refuseraient.

Les collègues ont confié au syndicat le soin de négocier une base minimale pour leurs conditions de reprise. Les plus anciens sont secoués par la nouveauté du transfert, d'autres sont fatalistes. Les assemblées de travailleurs n'ont pas abouti à une organisation à la base pour vraiment faire pression sur les patrons et le donneur d'ordre, les collectivités.

Les élus espèrent peut-être se cacher derrière les patrons et vice-versa ? Cela ne leur évitera ni aux uns ni aux autres des visites devant la mairie ou le siège, des articles au vitriol dans la presse quand nous, salariés essentiels, viendrons réclamer des embauches, dénoncer nos conditions de salaire indignes et les manquements à la sécurité au travail. C'est dans ces moments de lutte que les travailleurs du public ou du privé sont maîtres de leur destin.

CORRESPONDANT • 09/12/2025

À LA RATP AUSSI, LA FILIALISATION EST UNE ATTAQUE CONTRE LES SALARIÉS !

Sur le réseau bus de Paris et sa petite couronne, les transferts des salariés de la RATP vers des filiales de droit privé ont commencé. L'ouverture à la concurrence n'a pas été au rendez-vous : huit « lots » sur treize sont transférés de la RATP à la filiale de la RATP, CAP IdF. Les lots restants, de consolation, ont été partagés entre les autres multinationales du transport, Keolis-SNCF et Transdev.

Les premiers transferts de salariés

ont été émaillés d'incidents bizarrement toujours en faveur du patron : erreurs sur les fiches de paye, sur les jours de carence, désorganisation de la commande de service... Et 76 collègues ont été licenciés. Magie de la loi sur les transferts : il faut se porter volontaire pour travailler pour la nouvelle filiale - mais ne pas être volontaire est un motif de licenciement pour « cause réelle et sérieuse » !

Secteur social : tous et toutes en grève les 16, 17 et 18 décembre !

Les trois jours de grève appelés en décembre par les « rencontres nationales du travail social en lutte » approchent avec un objectif clair : riposter à la casse du secteur, obtenir des augmentations de salaire, refuser les suppressions de postes et combattre les politiques d'austérité.

La visée est aussi de regrouper toutes les luttes existantes dans le secteur, face à l'inertie des directions syndicales nationales. Une initiative précieuse dans cette période où la vapeur de la rentrée semble avoir été étouffée.



UNE MYRIADE DE LUTTES RECENSÉES QUI ILLUSTRONT LE CARNAGE, MAIS AUSSI LA RIPOSTE D'AMPLEUR QUI POURRAIT SE STRUCTURER

Les syndicats et salariés du social et médico-social se battent contre le projet initié par Macron, au service du patronat, de fonder une convention collective unique. Il prévoit l'allongement de la journée de travail, la suppression de jours

de congés, et l'avènement du salaire au mérite. La prochaine réunion de « négociation » se tiendra le 16 décembre, jour de grève. Mais au-delà du projet, les employeurs savent déjà les conditions de travail et d'accueil.

Le groupe SOS, par exemple, a essuyé en novembre une grève inédite de ses salariés, contre la suppression du paiement des jours de carence. Une lutte nationale remarquée dans cette entreprise du social-business, où les syndicats peinent à s'implanter.

En Loire-Atlantique, l'équipe de l'ADPS44 a lancé une grève reconductible contre la décision du conseil départemental de leur sucrer quatre semaines de congés. Le 15 décembre, les grévistes appellent à les rejoindre à Nantes devant le conseil départemental. La mission de prévention spécialisée, dédiée aux jeunes des quartiers populaires, est clairement dans le viseur du gouvernement, qui y oppose sa politique de répression et de militarisation de la jeunesse.

À Toulouse, les salariés du foyer d'urgence du CDEF 31 ont fait éclater une grève en novembre après qu'un collègue a été gravement blessé en protégeant une adolescente d'un groupe de personnes venues l'agresser. Les grévistes ont pointé la responsabilité de la direction du foyer, mais aussi du conseil départemental de Haute-Garonne et du gouvernement, qui avaient tous été alertés des manques graves de matériel, de personnel, des risques pour les jeunes et les salariés. Cette mobilisation a été soutenue par beaucoup d'autres salariés partout en France, se reconnaissant dans les difficultés exprimées.

LA VAGUE DE LICENCIEMENTS TOUCHE AUSSI LE SOCIAL

Depuis l'année dernière, les grèves contre les plans sociaux s'amoncellent : contre les 60 suppressions de postes à la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) en août 2024, les 450 licenciements à l'Association des paralysés de France (APF) en

mai 2025, en même temps que 28 salariés de Don Bosco, association de protection de l'enfance du Finistère. En septembre 2025, une grève secouait le Secours catholique, qui a annoncé le licenciement de 155 de ses 932 salariés. Le 4 décembre dernier, 50 salariés de l'association Aides protestaient contre les 61 licenciements et la fermeture de services. La grève devrait se poursuivre les 16, 17 et 18 décembre.

« Le budget prévisionnel de 2026 promet des dégâts considérables, notamment dans le social. »

CONSTRUISONS PARTOUT UN MOUVEMENT FORT !

Tout est attaqué par les plans d'austérité du gouvernement et des patrons et le budget prévisionnel de 2026 promet des dégâts considérables, notamment dans le social. Les équipes militantes ont donc bien raison de ne pas attendre les directions syndicales pour agir. L'appel est déjà rejoint par une soixantaine d'organisations locales CGT, SUD, FSU, CNT, Unef, et a trouvé l'appui de quelques fédérations nationales. Des programmes de grèves, rassemblements, manifs, AG, sont déjà organisés à Paris, Grenoble, Nantes, Toulouse, Alès, Nîmes, Metz, Rouen. Ils font aussi le lien avec la Marche des Solidarités qui se mobilise contre le racisme le 18 décembre.

CORRESPONDANTES • 09/12/2025

Groupes de niveau en collège : plus obligatoires, mais pas supprimés !

Le 4 décembre 2025, le ministre de l'Éducation, Édouard Geffray, a annoncé aux organisations syndicales que les groupes de niveau en collège ne seraient plus obligatoires. Les différents syndicats se sont empressés de crier à la victoire, mais la réalité est un peu plus complexe.

En effet, plus « obligatoires » ne signifie pas que ces groupes soient supprimés. Concrètement dans certains collèges il y aura des groupes de niveau, dans d'autres... non ! On devine bien évidemment que les établissements concernés par les groupes de niveau risquent d'être les établissements du réseau d'éducation prioritaire, c'est-à-dire ceux qui scolarisent les élèves des milieux les plus mo-

destes.

En réalité, si le ministre fait cette annonce, c'est parce qu'il sait que le maintien généralisé des groupes est incompatible avec les nouvelles suppressions massives de postes prévues dans le budget. Et bien évidemment les quelques heures en plus qui avaient été octroyées pour mettre en place les groupes, en taillant dans le reste, vont disparaître.

Alors, pour en finir véritablement avec les groupes de niveau, pour récupérer tous les moyens qui nous ont été supprimés depuis des années, il faudra une mobilisation d'ensemble de tout le secteur.

CORRESPONDANTS • 09/12/2025

NOKIA : UNE STRATÉGIE AU SERVICE DES INTÉRÊTS DES ACTIONNAIRES

La direction de Nokia vient d'annoncer un plan de suppression de 427 postes en France en utilisant l'instrument préféré du macronisme : la rupture conventionnelle collective. Le patronat n'envisage même plus de se cacher derrière le mal-nommé « plan de sauvegarde de l'emploi » ou plan de licenciements.

Depuis 2016, Nokia est passé de 5 443 postes à 2 300, tout en engrangeant 430 millions d'euros d'aide publique. Le dernier plan de gestion prévisionnelle du personnel n'a été signé par aucun syndicat, ce qui reflète la méfiance bien légitime des travailleurs de la boîte.

Nokia prétend se « repositionner » sur les États-Unis pour justifier de dégraisser en France et en Europe. Mais avant même de créer le moindre emploi outre-Atlantique, la multinationale a déjà licencié ici !

Il y a quelques années le tout fringant ministre des Finances, un certain Macron, avait déclaré à Lannion (22) que l'avenir de l'usine Alcatel, tout juste alors rachetée par

Nokia, était assuré. Assuré de devenir une friche industrielle sans doute ?

« Le dernier plan de gestion prévisionnelle du personnel n'a été signé par aucun syndicat, ce qui reflète la méfiance bien légitime des travailleurs de la boîte. »

Contre les destructions massives d'emploi, allons-nous continuer à nous battre chacun dans notre coin ? Jamais le mot d'ordre « tous ensemble » n'a semblé aussi justifié.

CORRESPONDANT COMITÉ
NATHALIE LE MÉL • 09/12/2025

Samedi 29 novembre : réussite de la manifestation de solidarité avec le peuple palestinien

Environ 20 000 personnes ont manifesté à Paris malgré la pluie. Des délégations de toutes les villes de France avaient fait le déplacement en car à l'appel de l'Association France-Palestine solidarité (AFPS). C'est l'AFPS qui a réussi, pour la première fois depuis deux ans, à rallier un arc large d'organisations politiques, associatives et syndicales derrière un appel simple mais efficace, qui permettait de souligner la complicité de l'impérialisme français, de dénoncer le caractère génocidaire et colonial de l'État d'Israël sans entretenir l'illusion des « deux États » qui permet aux grandes puissances de masquer leur soutien inconditionnel à Netanyahu et sans non plus en rester à une vision étroitement nationaliste.

Le plan de paix que Trump et Netanyahu

ont imposé aux Palestiniens et qui a depuis reçu le soutien d'une majorité à l'ONU (dont les États européens comme la France, toutes les dictatures du Moyen-Orient mais aussi l'Algérie et avec la bénédiction de la Chine et de la Russie) n'a pas entamé la détermination des manifestants. Et pour cause c'est une paix coloniale, impérialiste, qui n'empêche ni les bombardements à Gaza ni la colonisation en Cisjordanie.

Le mouvement de solidarité reste peut-être plus faible en France que dans d'autres pays comme l'Italie, la Belgique, le Royaume-Uni, l'Australie ou même l'Allemagne. Mais les militants qui le portent ont bien raison de continuer à manifester malgré cette paix des cimetières. Ils n'enterreront pas la solidarité sous les résolutions de l'ONU ! De nombreux syndicats ont appelé au 29 novembre : CGT, Solidaires, FSU, FO et CFTD. Il reste à passer aux travaux pratiques et à continuer le travail d'explication et de mobilisation y compris dans les entreprises : travailleurs de tous les pays, solidarité Palestine ! La mobilisation continue.

RAPHAËL PRESTON • 09/12/2025



Meeting du NPA-R à Paris le samedi 29 novembre :

« Les capitalistes nous font la guerre,
organisons-nous pour les renverser ! »



Plus de 500 personnes se sont réunies à l'espace Charenton à Paris, en moyenne très jeunes, pour ce meeting qui a lancé la campagne du NPA-R pour les municipales en présentant la plupart de ses têtes de listes.

Coppélia, étudiante à Nanterre, a rappelé les raisons de notre solidarité de classe avec le peuple palestinien. Raphaëlle, étudiante à Lyon, a donné des raisons à la jeunesse de militer dans une organisation révolutionnaire. Ken, ouvrier à Stellantis Poissy, a relaté le dernier débrayage contre les licenciements. Gaël, postier licencié et syndicaliste a décortiqué la

situation politique en France et indiqué les raisons de se méfier de la gauche institutionnelle même radicale et celles de s'engager à l'extrême gauche. Selma, conductrice de bus, a dénoncé les plans de l'impérialisme américain de Trump qui tente de réaffirmer sa domination sur le monde - nocif contre les peuples et en particulier contre les travailleurs - et rappelé les fondements de notre engagement internationaliste.

Élections municipales des 15 et 22 mars 2026 : rejoignez la campagne du NPA-Révolutionnaires

Retrouvez leurs interventions



➤ Élections municipales : rejoignez la campagne du NPA-Révolutionnaires

Le NPA-R sera présent dans une vingtaine de villes. Les listes aux municipales ne peuvent être déposées qu'à la condition qu'elles soient complètes, ce qui est un obstacle antidémocratique. Aidez-nous à relever le défi et rejoignez les 1 000 candidats des listes NPA-R dans votre région !

« LILLE OUVRIÈRE ET RÉVOLUTIONNAIRE » !

C'est en annonçant clairement la couleur que le NPA-Révolutionnaires se présente à l'élection municipale de Lille.

Notre liste, composée de travailleurs, de travailleuses et de jeunes, sera conduite par Damien Scali, cheminot de 39 ans, Anaïs Gourgand, étudiante de 26 ans et Mathias Dhelin, postier de 32 ans.

Le génocide en Palestine, les licenciements en rafales et le budget d'austérité illustrent toute la barbarie des capitalistes et de leur système. Pendant que les travailleurs galèrent, les profits des patrons comme Bernard Arnault ou la famille Mulliez explosent.

Les 200 travailleurs d'Exide, usine de batterie située à Lille-Sud, sont sacrifiés pour la soif de profit d'une multinationale. Pas un travailleur ne doit perdre son travail pour enrichir les actionnaires ! Il est vital d'imposer l'interdiction des licenciements et des suppressions de postes dans le privé comme dans le public.

Les mineurs isolés étrangers de Bois-Blanc qui luttent pour leurs droits et un toit depuis des années montrent l'urgence de la régularisation de tous les sans-papiers et la liberté de circulation et d'installation pour tous et toutes, quelle que soit notre origine ou notre nationalité.

Le coût des logements explose. Combien de travailleurs et de travailleuses sont obligés de vivre loin de leur lieu de travail par obligation ? Il est urgent d'en finir avec

les hausses de prix des loyers et de réquisitionner tous les logements vides.

Face au coût de la vie qui explose, il faut augmenter les salaires de 400 euros net par mois et refuser qu'un seul revenu ou qu'une seule pension ne soit en dessous de 2 000 net par mois.

L'accès aux soins, à la culture, à l'éducation se dégrade. Au niveau national, l'hôpital est dans un état catastrophique. Au niveau local, les services municipaux font les frais de décennies d'austérité pratiquées tant par la droite que par la gauche. Il faut mettre de l'argent à la hauteur des besoins dans ces services, et pas dans le soutien aux patrons.

Pour financer toutes ces mesures, nous n'avons pas l'intention d'en rester à la gestion d'un budget municipal soumis aux politiques d'austérité et au remboursement de la dette, même à l'échelle locale. Nous comptons aller chercher l'argent nécessaire là où il se trouve vraiment : dans les coffres-forts des capitalistes. Pour ce faire, nous ne comptons que sur nos luttes [...]. À la différence de toutes ces listes, « Lille ouvrière et révolutionnaire » affirmera que c'est à nous, travailleurs et travailleuses, de décider de tout, puisque c'est nous qui faisons tout tourner !

Le communiqué complet sur notre site



À ROUEN AVEC AMAURY RENAULD, 23 ANS, ÉTUDIANT

Le monde dans lequel nous vivons n'a aucun sens [...]. À Rouen, six ans après l'incendie de Lubrizol, nous attendons toujours que les responsables, les patrons pollueurs et leur complice, l'État, paient pour ce crime industriel.

Ouvriers, hospitalières, cheminots, employés de bureau, serveuses, étudiants, travailleuses du social, enseignants... notre liste ne sera pas composée de politiciens professionnels mais de jeunes et de salariés ou de retraités qui partagent le quotidien des classes populaires et sont de tous les combats à Rouen contre l'exploitation et les oppressions [...]. Ensemble, ne laissons pas les patrons et les politiciens à leur service décider de notre sort, mais faisons entendre, dans ces élections comme au quotidien, nos intérêts de travailleurs et travailleuses !

Le communiqué complet sur notre site



CLÉMENT SOUBISE, CHEMINOT MÈNERA LA LISTE À STRASBOURG

POUR « FAIRE ENTRER NOS RÉALITÉS
DE TRAVAILLEURS DANS L'ARÈNE
ÉLECTORALE »

Retrouvez son interview sur BFM-Alsace



L'armée, la gauche et les révolutionnaires

« L'institution militaire est épargnée par la gauche aussi bien que par la droite : motus sur son rôle d'instrument de la bourgeoisie impérialiste française. »

Le général et chef d'état-major Mandon annonce le 27 novembre que nos enfants devraient se préparer à mourir à la guerre, Macron quelques jours après annonce un futur « service national volontaire ». Une guerre imminente nous menace-t-elle vraiment ? De qui contre qui ? Les jeunes vont-ils comme leurs grands-pères se retrouver embrigadés et encasernés, tout particulièrement ceux des quartiers populaires auxquels Macron propose 800 euros par mois ? Les partis d'opposition à Macron l'ont critiqué, sur sa méthode (ce serait au Parlement de décider) ou sur son orientation (la France ne devrait pas parler de menace russe). Mais pas sur le fond. L'institution militaire est épargnée par la gauche aussi bien que par la droite : motus sur son rôle d'instrument de la bourgeoisie impérialiste française qui n'a dû lâcher son empire colonial que dans les années 1960 et tente d'en conserver des bouts pour préserver des marchés et des profits, et un ordre intérieur aussi, contre les révoltes populaires.

L'ARMÉE, TERRAIN DE JEU DE LA DROITE ET DE L'EXTRÊME DROITE

L'institution militaire a de tout temps été le vivier de galonnés réactionnaires voire putschistes. L'armée est censée n'obéir qu'à la représentation politique. Certains de ses fleurons se sont pourtant hissés au pouvoir : le maréchal Pétain en 1940 ; le général de Gaulle (avec à l'époque le soutien et le crédit du Parti communiste français) de 1944 à 1946, puis en 1958, propulsé par les barricades dressées par les forcenés de l'« Algérie française ». Et toujours à Alger, en avril 1961, c'était le « putsch des généraux » (Salan, Jouhaud, Challe et Zeller). Droite et extrême droite ont toujours nourri l'armée française. Mais la gauche aussi a joué de l'armée, ou vice-versa ! Gauche et extrême droite ont même agi de concert quand en mars 1956, un gouvernement dit de « Front républicain » (socialistes et radicaux) dirigé par le socialiste Guy Mollet et soutenu par le PCF, s'est fait voter des « pouvoirs spéciaux » pour autoriser l'armée à massacrer et torturer en Algérie. Texte adopté le 12 mars 1956, par 455 voix, dont celles des 146 députés communistes. Les socialistes s'alignaient sur l'extrême droite, les communistes sur les socialistes.

LE PC, DE L'ANTIMILITARISME RÉVOLUTIONNAIRE À LA BOMBE ATOMIQUE

Le jeune Parti communiste (PC), né en 1920 de la rupture avec les socialistes qui avaient sombré dans l'union sacrée, s'est illustré par un antimilitarisme internationaliste en janvier 1923, face à l'occupation de la Ruhr par l'armée française. 47 000 soldats français et belges y ont débarqué, sous prétexte que l'Allemagne vaincue n'avait pas payé sa dette de « réparations de guerre ». L'agitation antimilitariste menée en France – tracts, meetings pour dénoncer la politique nationaliste du gouvernement et appeler les travailleurs à soutenir « leurs frères allemands » – a valu l'arrestation à deux dirigeants du PC et une

figure de la CGTU, pour « complot contre la sûreté de l'État ». Une quarantaine de militants de la Jeunesse communiste ont aussi été condamnés à de lourdes peines de prison : ils avaient refusé de tirer sur des travailleurs allemands et fraternisé avec eux. Jusqu'à la fin des années 1920, le PC a conservé une ligne antimilitariste, dont un activisme clandestin dans l'armée où il aurait compté 62 cellules et 300 militants.

Le tournant a eu lieu à partir de 1935. Pacte est passé entre Staline et Laval (ministre des Affaires étrangères français), qui déclare : « Monsieur Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité. » C'est le glas pour l'antimilitarisme révolutionnaire du PC. C'est l'apparition du mythe de l'« armée républicaine », en même temps que se noue le cartel électoral du « Front populaire » entre socialistes et radicaux qui enrayera la grande grève générale de juin 36. En décembre 1936, les communistes français, qui soutiennent le gouvernement, adhèrent au « réarmement » et à l'acceptation de l'institution militaire, votent au Parlement les budgets de la défense nationale. Définitivement tournées, les pages de l'Humanité brocardant l'armée française, finies les « mort aux vaches ! »

UN RÉVEIL DE L'ANTIMILITARISME, DANS LA FOULÉE DE MAI 68

Le service militaire obligatoire est resté la doctrine en France jusqu'à la décision de Chirac de le « suspendre » en 1997. La gauche socialiste et communiste n'avait pas touché à cette institution pourtant indigne : jeunes encasernés un an ou plus, dans des locaux délabrés, livrés à la bêtise et au sadisme de brutes galonnées, où l'on apprenait à laver des sols avec une brosse à dents plutôt qu'à manier des armes.

En 1973, la volonté du gouvernement et de son ministre des Armées, Debré, de supprimer les sursis militaires avait déclenché la mobilisation de centaines de milliers de lycéens, dont des jeunes des collèges d'enseignement technique qui n'étaient pourtant pas directement concernés du fait de leurs études courtes, mais s'étaient néanmoins organisés autour de la suppression du service militaire, à l'initiative de militants de Lutte ouvrière.

Dans ces mêmes années d'après 68, une partie de la jeunesse s'était dressée contre l'institution militaire, à l'initiative, entre autres, de militants trotskistes de la Ligue communiste révolutionnaire : organisation de comités de soldats et d'une manifestation de conscrits à Draguignan, en 1974, d'où un procès en 1975 devant le tribunal permanent des forces armées. Les trois inculpés (Pelletier, Ravet et Taurus) ont été blanchis, grâce à l'importante mobilisation syndicale et politique en leur faveur.

Mais à la fin des années 1970, avec la montée du cartel électoral d'union de la gauche qui a fini par porter en 1981 socialistes et communistes au gouvernement sous la présidence de Mitterrand, le soutien à l'armée est devenu doctrine, de même que l'adhésion à la dissuasion nucléaire française, cette « bombe atomique » que le PC avait tant dénoncée auparavant !



EN MAI 1956 AU HAVRE, DES TRAVAILLEURS MASSÉS POUR EMPÊCHER DE PARTIR UN TRAIN DE JEUNES ENVOYÉS EN ALGÉRIE (DOCUMENT PUBLIÉ PAR L'INSTITUT CGT D'HISTOIRE SOCIALE DE SEINE MARITIME).



PROPAGANDE ANTIMILITARISTE DES JC DANS LES ANNÉES 1920

NOUS SOMMES DES ANTIMILITARISTES RÉVOLUTIONNAIRES

Nous ne sommes pas des pacifistes. C'était le propos de Lénine, à l'automne 1916, en pleine guerre mondiale¹ :

« À l'époque de l'impérialisme, les guerres de ce genre entre les « grandes » puissances sont les plus typiques [...]. Des guerres civiles du prolétariat contre la bourgeoisie et pour le socialisme sont inévitables. Des guerres du socialisme victorieux dans un pays contre d'autres pays, bourgeois ou réactionnaires, sont possibles. »

Il poursuivait :

« Une classe opprimée qui ne s'efforcerait pas d'acquiescer à manier les armes, de posséder des armes, ne mériterait que d'être traitée en esclave [...]. C'est seulement après que le prolétariat aura désarmé la bourgeoisie qu'il pourra, sans trahir sa mission historique universelle, jeter à la ferraille toutes les armes en général, et il ne manquera pas de le faire, mais alors seulement, et en aucune façon avant. »

Et en guise de programme, il imaginait un appel des mères :

« On te donnera un fusil. Prends-le et apprend comme il faut le métier des armes. C'est une science indispensable aux prolétaires [...] pour mettre fin à l'exploitation, à la misère et aux guerres autrement que par de pieux souhaits, mais en triomphant de la bourgeoisie et en la désarmant. »

Oui, ne pas négliger l'apprentissage du maniement des armes, mais pas dans les casernes de la bourgeoisie et sous le joug de ses galonnés : sur les lieux et sur le temps de travail, sous le contrôle collectif des travailleurs.

MICHELLE VERDIER • 09/12/2025

L'article complet sur notre site



GARDES ROUGES RÉVOLUTIONNAIRES, RUSSIE 1917

POUR CONSTRUIRE UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET DES TRAVAILLEUSES COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

SOUTENEZ LE NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

DONNEZ À LA SOUSCRIPTION

EN LIGNE
PAR CHÈQUE
PAR VIREMENT
OU PAR PRÉLÈVEMENT MENSUEL

npa-revolutionnaires.org/souscription

1 <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/10/vil19161000.htm>

Rédigé en octobre 1916 et publié en décembre 1916 dans le n° 2 du *Recueil du SocialDémocrate*.

FILMS

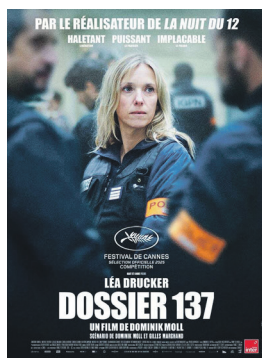
DOSSIER 137

DOMINIK MOLL

Décembre 2018, le mouvement des Gilets jaunes est au plus fort, le nombre d'interpellés, comme le nombre de blessés, ne cesse d'augmenter. Ainsi que le nombre de plaintes contre des violences policières.

Le dossier 137 en est une : c'est le dossier d'une famille de prolétaires de Saint-Dizier venue manifester à Paris le 8 décembre, qui se retrouve avec un des siens incarcéré (il en perdra son boulot) et l'autre hospitalisé dans un état grave, touché à la tête par un tir de flash-ball. L'IGPN, la police des polices, est chargée d'enquêter. La commandante (interprétée par Léa Drucker), est en charge du dossier.

Le film est passionnant tant par l'enquête avec les auditions de flics de divers corps, qu'avec les témoins. Le tableau des Gilets jaunes est très juste. Des travailleurs modestes, jamais venus à Paris jusque-là et désireux de crier leur ras-le-bol d'une vie de galères. Ils n'ont aucune confiance en la police ni dans les



institutions. La commandante, elle, croit en son boulot : empêcher les flics qui agissent « mal » de continuer. Elle tombera de haut.

Pour tourner son film, Dominik Moll (réalisateur de *Harry, un ami qui vous veut du bien* et de *La Nuit du 12*, une enquête de la PJ sur fond de féminicide) s'est immergé à l'IGPN pour se familiariser avec les procédures, y a rencontré nombre d'enquêtrices (les femmes y sont nombreuses) et de magistrats. L'idée du film est venue de là, de son envie de parler du biais constitué par le fait que des flics enquêtent sur d'autres flics, « leurs collègues » et de son désir de parler des Gilets jaunes et des violences auxquelles ils ont fait face, et dont Dominik Moll s'étonne dans des interviews que le gouvernement n'ait jamais eu un mot pour les regretter.

Il montre tout cela à merveille. Et cela donne un film passionnant dans lequel on ne s'ennuie pas une minute.

LILIANE LAFFARGUE • 09/12/2025

LA BATAILLE DU CHILI

DOCUMENTAIRE DE PATRICIO GUZMAN

Le site d'Arte a remis en ligne la gigantesque fresque documentaire que Patricio Guzman a consacré aux années 1972 et 1973 au Chili, et aux derniers mois du gouvernement d'Unité populaire dirigé par Allende, renversé le 11 septembre 1973 par un coup d'État soutenu par les États-Unis.

À l'heure où les partis de la gauche institutionnelle tentent de dévier toutes les luttes sur les terrains parlementaire et électoral, (re)voir ce documentaire en trois volets est absolument essentiel pour illustrer l'impasse du réformisme. Patricio Guzman montre très bien comment, en voulant absolument rester dans le cadre institutionnel bourgeois, et en refusant de s'attaquer concrètement au véritable pouvoir du patronat et au cœur de l'État, notamment l'appareil militaire, l'Unité populaire a creusé elle-même sa propre tombe. Alors que la classe ouvrière et la paysannerie partent à l'assaut de la propriété capitaliste,



en occupant les terres des latifundiaires ou en réclamant l'expropriation de grands patrons, de nombreuses scènes permettent de voir comment la bureaucratie des appareils politiques et syndicaux a cherché à canaliser et endiguer cette radicalité. Y compris jusqu'à faire passer l'armée de Pinochet pour un instrument pouvant servir à combattre le patronat, cette armée qui renversa pourtant le gouvernement et instaura une dictature de fer particulièrement meurtrière quelques mois plus tard.

Un documentaire à revoir sur le site d'Arte >>



AURÉLIEN PÉRENA • 09/12/2025

LIVRES

LE PEUPLE FRANÇAIS : HISTOIRE ET POLÉMIQUES

GÉRARD NOIRIEL

Tallandier, 2025, 301 p., 21,90 €

Gérard Noiriel a été parmi les premiers à montrer l'importance de l'immigration dans la formation de la classe ouvrière en France. Il a aussi, au fil de ses très nombreux travaux, contribué à expliquer les diverses façons dont le racisme et le nationalisme sont imposés « d'en haut », par les classes dominantes. Il a enfin largement contribué à montrer comment se mêle l'histoire des luttes sociales avec la construction des États nations depuis la fin du XIX^e siècle.

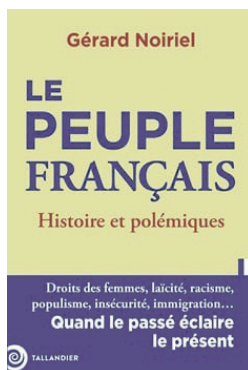
Dans son dernier ouvrage, *Le Peuple français*, il propose une série de synthèses historiques, dans le but de contrecarrer les thèses réactionnaires, racistes, déclinistes et xénophobes, propagées par ceux qu'il nomme « populistes », c'est-à-dire qui « prétendent parler au nom du peuple ». Chaque chapitre expose la construction historique d'un problème social, parfois depuis l'Antiquité : le discrédit porté sur les résistances populaires, la remise en cause de l'État de droit, la façon dont les élites politiques « communiquent » avec ceux d'en

bas, les questions d'insécurité, de genre et des luttes féministes, d'immigration, des legs et vestiges du colonialisme, du racisme ou encore de la laïcité.

On pourrait évidemment discuter certains partis pris de l'auteur, notamment son attachement à la notion fourre-tout et transclasse de « peuple », qu'il justifie en caricaturant, au passage, les historiens marxistes accusés de n'être attentifs qu'à la dimension économique de la lutte des classes. Les chapitres sur le genre, les questions de race ou de « post-colonialisme » ébauchent une critique intéressante de certains courants « radicaux » mais manquent le point central : comment intégrer les critiques des rapports de domination à la lutte générale contre l'exploitation capitaliste ?

Le livre n'en reste pas moins utile, pédagogique et clair. Il intéressera toutes celles et tous ceux qui doivent faire face au quotidien aux idées fausses matraquées à longueur de journaux télévisés, sur certains réseaux sociaux et sur les chaînes d'information en continu.

SACHA CREPINI • 09/12/2025



LA FORÊT DU KAMOURASKA, LE COFFRET EN TROIS VOLUMES

GABRIELLE FILTEAU-CHIBA

9,50 € chaque volume paru chez Folio en 2025

Les trois romans de Gabrielle Filteau-Chiba forment la trilogie de *La Forêt du Kamouraska*, du nom d'une zone du Québec, où l'autrice a vécu en 2013 dans une cabane dans les bois, sans eau ni électricité ni réseau, entourée de coyotes et d'ours.

Le premier roman, *Encabanée*, a été écrit à partir du journal intime qu'elle a tenu durant le premier hiver qu'elle y a passé, par - 40 °C, qu'elle a transformé en fiction avec une héroïne nommée Anouk. Dans le deuxième, *Sauvagines*, le personnage principal, Raphaëlle, est garde-forestière dans le même endroit loin du monde, mais va avoir affaire à des braconniers. Le troisième, *Bivouac*, est aussi un thriller où l'on retrouve Anouk et Raphaëlle vivant dans une ferme communautaire et rencontrant un groupe de militants écologistes clandestins luttant contre la construction d'un oléoduc dans ces terres du Bas-Saint-Laurent. Là aussi, le roman est inspiré de ce qu'a vécu Gabrielle Filteau-Chiba, qui a milité contre la construction d'un oléoduc.

Le triptyque montre différentes façons de protéger la nature, et comment le capitalisme s'en prend aux animaux, à la nature et aux femmes. Évasion et réflexion garanties avec Gabrielle Filteau-Chiba à qui le succès de ses romans a permis d'acheter des hectares de forêts pour les protéger.



LILIANE LAFFARGUE • 09/12/2025

Service national : de la chair à patrons à la chair à canons, et vice-versa

Depuis l'abolition de l'ancien service militaire, chaque gouvernement tente d'acheter la loyauté des enfants des classes populaires à l'État et aux exploiters qu'il protège. Journée citoyenneté et défense, service militaire volontaire de François Hollande, service national universel en 2018, et maintenant le service national tout court. Une accumulation de dispositifs pour encadrer les futurs travailleurs... mais qui, avec le flop du SNU, montre que l'embrigadement nationaliste peine à prendre, et tant mieux !

LA DOUILLE DU VOLONTARIAT

L'uniforme ne fait pas disparaître les classes. Si les rejets de la haute bourgeoisie vont dans l'armée, c'est côté haut gradés. Quant aux troupes « volontaires », ce sont des jeunes pauvres à qui on promet passage de permis, emploi stable, prise en charge médicale... ou simplement des papiers français. Même carotte pour le nouveau « service » : dix mois sous l'uniforme contre 800 euros, nourri blanchi et un coup de main sur Parcoursup. La façade « promotion sociale » peine à cacher la responsabilité de l'État qui ferme la porte des études aux enfants d'ouvriers pour leur ouvrir le plus tôt possible celle de l'exploitation.

DERRIÈRE UN FAUX SAUVETAGE PAR L'ARMÉE, L'UNION SACRÉE

À ceux qui espèrent une échappatoire, l'État ment. Dès la fin des services, rendez-vous en première ligne... dans le BTP, la maintenance ou le nettoyage. Mais le passage par l'encadrement militaire vise à former des travailleurs respectueux du flic et de l'officier, et surtout fidèles aux intérêts patronaux. La classe possédante a besoin de cette union sacrée dès aujourd'hui pour faire avaler le budget 2026, mais aussi pour ses prochaines guerres car elle sait depuis 1917 que celles-ci peuvent être stoppées par des révolutions.

QUELLE ARMÉE POUR L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ET QUE FAIRE CONTRE ?

La bourgeoisie française n'a pour l'instant pas besoin d'une conscription générale. Une armée de métier « hybride » lui suffit pour défendre sa place et sa part de pillage face à ses concurrents et contre les peuples, à condition de la muscler. Le nouveau service assure ainsi un vivier de jeunes où recruter, 3 000 l'année prochaine, 50 000 dans dix ans. Premier enjeu : recruter pour compenser la baisse des effectifs due à celle de la natalité, autant dans l'armée que dans la gendarmerie en 2027. Deuxième enjeu : faire passer la réserve de 45 000 à 80 000 têtes d'ici à 2030 pour être dans « l'air du temps ». Car ce sas de

recrutement à double niveau pourrait servir de tremplin pour se doter de structures capables d'encadrer bien plus de jeunes. L'Allemagne se prépare à le faire. Objectif, un demi-million de soldats dans dix ans. La réaction des lycéens allemands montre la voie pour les deux côtés du Rhin : ils étaient 55 000 dans la rue vendredi pour protester. On fera pareil ici.

ALEXIS MICSHEN • 09/12/2025

VU ET ENTENDU...

« Louis Sarkozy en campagne à Menton veut supprimer les feux rouges car « quand il n'y a ni trottoir, ni feu rouge, ni ligne blanche, tout le monde fait davantage attention », ça se voit que c'est son chauffeur qui conduit.

Ce budget « n'est pas parfait, mais il est le meilleur budget possible » selon Sébastien Lecornu. Si + 7 % pour l'armée et cinq milliards en moins pour l'hôpital, c'est le meilleur, que nous réserve le pire ?

Le « prix de la paix » de la Fifa attribué à Trump : étaient également nominés dans cette catégorie Netanyahu, Poutine, la bombe atomique, l'impérialisme américain et les LBD.

Augmentation des frais d'inscription à l'université pour les étudiants étrangers : les étudiants de Paris 1 se mobilisent

« Bienvenue en France », c'est le nom provocateur du dispositif mis en place en 2018 par Édouard Philippe, prévoyant l'augmentation des frais d'inscription à l'université pour les étudiants étrangers non ressortissants de l'Union européenne. 2 895 euros l'année de licence et 3 941 celle de master : c'est quinze fois plus cher que pour le reste des étudiants.

À Paris 1, cette augmentation a été votée lundi 1^{er} décembre au conseil administratif de la fac. La stratégie de la

présidente est simple : faire payer le plus possible les étudiants pour tenter de combler les trous du budget de l'université après les coupes qui lui ont été imposées par le ministère. La fac décide d'appuyer ces mesures par un ciblage raciste des étudiants étrangers, qui représentent 20 % des étudiants de Paris 1, et dont la majorité est issue des anciennes colonies d'Afrique et du Maghreb.

Pour faire avaler son budget discriminatoire et austéritaire, la présidente n'hésite pas non plus à renvoyer dos-à-dos les intérêts des étudiants et ceux des travailleurs : les trois

millions d'euros rapportés par cette mesure seraient nécessaires pour permettre le recrutement d'un nombre suffisant d'enseignants. En réalité, les coupes budgétaires n'épargnent personne : étudiants, enseignants, vacataires, contractuels, des coupes sont prévues dans le nombre de postes à pourvoir, le budget de la bibliothèque universitaire, le financement de la recherche... Alors que le gouvernement prépare l'augmentation des frais d'inscription pour l'ensemble des étudiants, plusieurs centaines d'étudiants actuellement mobilisés comptent bien ne rien laisser passer !

LEYL LAMAR • 09/12/2025

Franc succès pour notre dernier week-end de formation (WEF) national !

Les 29 et 30 novembre derniers, près de 400 jeunes ont participé au WEF organisé par le NPA-Révolutionnaires jeunes. Pendant deux jours, militants et sympathisants des idées communistes révolutionnaires se sont retrouvés pour apprendre, débattre, mais aussi participer à une manifestation nationale en soutien à la Palestine et assister au meeting du 29 novembre du NPA-R.

TOUTE UNE GÉNÉRATION À CONVAINCRE DE LA RÉVOLUTION

Partout sur la planète, des fractions de la jeunesse se soulèvent contre les conditions de vie qui leur sont imposées, leur avenir bouché et l'atmosphère polluée par les risques de guerre et l'extrême droite. Dans certains pays, la « Gen Z » était à l'avant-garde des mobilisations et révoltes sociales, parvenant même parfois à faire tomber des régimes. Pourtant, comme cela a été rappelé dans notre plénier d'ouverture, la jeunesse n'a pas les moyens elle seule de renverser le capitalisme, sans

l'intervention consciente de la classe ouvrière.

Les débats du week-end, qu'ils portent sur nos analyses du racisme, du sexisme, du monde carcéral – dont l'atelier était particulièrement prisé, merci Sarkozy – ou des luttes passées du mouvement ouvrier, nous ont permis de développer la nécessité de construire une organisation communiste révolutionnaire, en France et dans le monde. Nous remercions nos camarades du RSO (Allemagne), d'Izar (Espagne) ou de l'OST (Argentine) pour leurs apports aux débats – mais également nos invités de Lotta comunista (Italie) et de l'Internationaliste (France).

La séance de clôture s'est tenue dans une ambiance combative et chaleureuse, avec l'annonce de notre participation aux prochaines élections municipales dans de nombreuses villes : l'occasion pour les participants du week-end de passer aux travaux pratiques, avant de nous retrouver à un prochain WEF !

STEFAN INO • 09/12/2025



Retrouvez les présentations des ateliers ici



SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM | TIKTOK : @NPAJEUNES_REVO

NPA
JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES